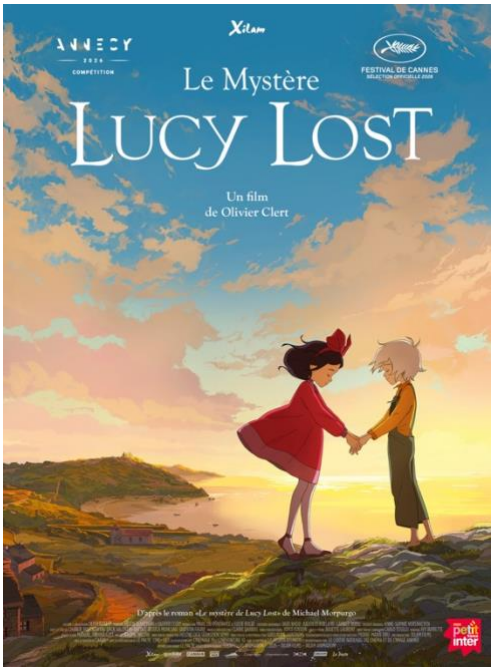




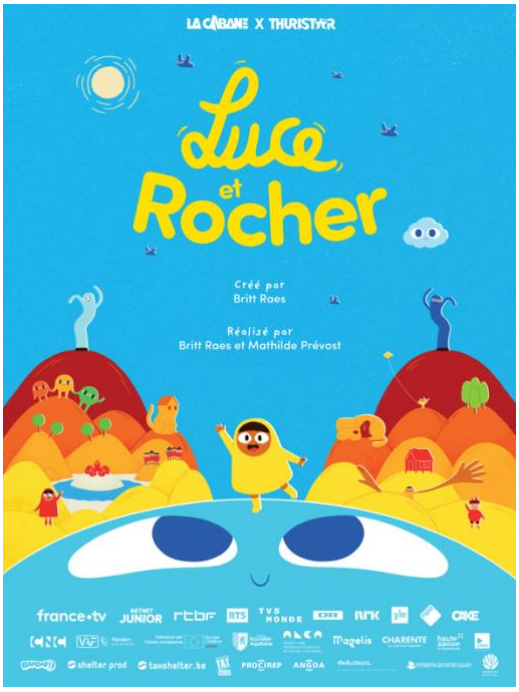


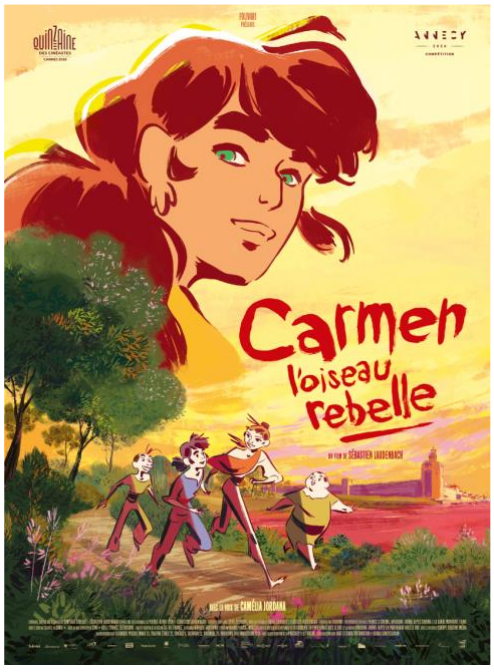












L'emploi dans la production de films d'animation

Edition 2026

Audiens

ANIM FRANCE

Étude réalisée par Audiens, qui a pour objectif de connaître la structure des entreprises du secteur de la production de films d'animation, et de mesurer l'emploi et son évolution.

Contact

Thomas BOHLAY
Datalab Audiens
74 rue Jean Bleuzen 92177 Vanves Cedex
Tél. : 07 63 52 47 58
Mail : datalab-etudes@audiens.org

Crédits illustrations :

Le Mystère Lucy Lost
Un long métrage d'Olivier Clert
Xilam | Le Pacte

Jim Queen
Un long-métrage de Nicolas Athané, Marco Nguyen
Bobbypills | The Jokers Films

Louca
Une série réalisée par Cyril Adam
D'après La bande dessinée de Bruno Dequier (Éditions Dupuis)
Media Valley, Belvision et RTBF avec la participation de TF1

Baby Lemmings
Une série réalisée par Victor Moulin, Cédric Lachenaud, Camille Scarella, Agathe Marmion et Olivier Brugnoli
Hari avec la participation de France Télévisions

Putain de chat
Une série réalisée par Christophe Gautry
D'après la bande dessinée de Lapuss' et Tartuff (Éditions Kennes / Marabulles)
Autour de Minuit, Panique et ARTE

Le Corset
Un long-métrage de Louis Clichy
Eddy Cinéma| KMBO

Luce et Rocher
Une série réalisée par Britt Raes et Mathilde Prévost
La Cabane, Thuristar, VRT-Ketnet et RTBF avec la participation de France Télévisions

Carmen, l'oiseau rebelle
Un long-métrage de Sébastien Laudenbach
Folivari | Haut et Court Distribution

Dreamland
Une série réalisée par Juan -ablo Machado et Joe Celse
D'après l'œuvre « Dreamland » de Reno Lemaire (Éditions Pika Édition)
La Chouette Compagnie et Dupuis Audiovisuel avec la participation de ADN, Crunchyroll et France Télévisions

Audiens et AnimFrance remercient les sociétés de production qui ont accepté de mettre à disposition ces visuels pour illustrer l'étude.

Audiens

Audiens est un groupe de protection sociale paritaire et à but non lucratif, expert des métiers de la création, de l'information et des loisirs depuis 2003

Notre mission

Nous anticipons les évolutions des métiers de la création, de l'information et des loisirs afin d'apporter à leurs talents des solutions de protection sociale et des services au plus proche de leurs besoins.

Nos métiers

Santé et prévoyance

Pour permettre aux talents de la création, de l'information et des loisirs de se concentrer sur leur métier, nous proposons des offres de complémentaire santé, collectives et individuelles, adaptées à leurs rythmes et besoins spécifiques.

La retraite complémentaire Agirc-Arrco

Au sein de l'Alliance professionnelle Retraite Agirc-Arrco, nous assurons la gestion de la retraite complémentaire des salariés des métiers de la création et de l'information.

La Caisse des Congés Spectacles

La caisse assure la gestion des congés payés des artistes et techniciens du spectacle : recouvrement des cotisations des employeurs et paiement des congés aux bénéficiaires.

Actions sociales

Nous concevons et gérons des aides pour les publics fragilisés : aides financières, handicap, préparation à la retraite, soutien aux aidants…

Les services aux professionnels

Forts de notre connaissance des métiers de nos clients, nous avons créé des services pour faciliter leur activité : études et datas, gestion pour le compte d'organisations professionnelles, services de gestion sociale en ligne avec Movinmotion, soins et prévention au sein du Pôle santé Bergère.

Une protection sociale adaptée aux professionnels du cinéma et de l'audiovisuel

Des offres santé spécifiques

Conçue avec les partenaires sociaux pour répondre aux spécificités des artistes et techniciens, la Garantie Santé Intermittents compte plus de 75 000 assurés à fin 2025. Une partie de la cotisation mensuelle est prise en charge par les employeurs, à travers le Fonds collectif du spectacle pour la santé, dès lors que l'assuré peut justifier de 507 heures de travail sur l'année précédente. Et à la retraite, celui-ci peut conserver les prestations de la garantie santé intermittents à des tarifs aménagés.

Indemnités de congés payés des artistes et techniciens, des processus simplifiés et sécurisés

Gérée par des représentants d'employeurs, la caisse des Congés Spectacles assure le paiement des congés payés aux artistes et techniciens employés de façon intermittente via des processus en ligne, simplifiés et sécurisés. Le taux de reversement des congés payés augmente régulièrement tandis que les frais de gestion baissent.

Les résultats très encourageants de la gestion de la caisse des Congés spectacles ont d'ailleurs été officiellement reconnus par la Cour des Comptes. Celle-ci souligne une transition réussie de cette institution majeure de la culture et des médias vers un nouveau mode de gestion, opéré par Audiens depuis 2014.

Mission Handicap du spectacle

Créée en partenariat avec l'Agefiph, son objectif est de favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap avec un périmètre élargi aux secteurs de l'audiovisuel, du cinéma, du spectacle vivant, des prestations techniques, de la radio, de l'édition musicale et phonographique et de la production audiovisuelle. Elle aide les entreprises à recruter des personnes en situation de handicap et à aménager leur poste de travail, en mettant à leur disposition toutes les informations utiles sur le sujet. Audiens et l'Agefiph en assurent la gestion.

En 2025, trois forums pour l'emploi ont été organisés par Audiens et l'Agefiph avec leurs partenaires (Afdas, France Travail, Cap emploi, Fonds de pro) lors d'événements majeurs tels que le Festival d'Avignon, le Paris Radio Show et à l'Opéra de Paris Bastille. Ces forums ont réuni 55 entreprises recruteuses et 430 candidats.

Mission Handicap Spectacle
vivant & enregistré

Le Fonds de professionnalisation et de solidarité des artistes et techniciens du spectacle

L'objectif du Fonds est d'assurer un accompagnement social à finalité professionnelle pour les artistes et techniciens fragilisés dans leur emploi ou ayant épuisé leurs droits à l'indemnisation de l'assurance chômage. Il a pour ambition de sécuriser les parcours professionnels et d'éviter l'exclusion sociale, en favorisant le retour à l'emploi.

Des accompagnements renforcés sont proposés aux matermittentes, aux personnes rencontrant des problèmes de santé entravant leur métier et aux seniors. Il traduit la volonté d'agir sur les causes de la fragilité professionnelle, en tenant compte du contexte social et médical.



Aide à la garde d'enfant pour les artistes et techniciens du spectacle

Ce dispositif géré par Audiens via le Fonds de professionnalisation et de solidarité a été mis en place par l'État en 2018, dans le cadre du Fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle (FONPEPS). Son objectif est d'accompagner les intermittents parents de jeunes enfants en les aidant à financer la garde de leur(s) enfant(s). Il prévoit de verser une aide de 50 % des frais de garde des enfants jusqu'à leurs 4 ans, sous forme d'un remboursement mensuel des frais de garde occasionnés par des heures de travail en CDD ou CDDU de l'intermittent, au sein d'entreprises du spectacle.

Movinmotion

Movinmotion est un outil de gestion digital pour les entrepreneurs et salariés du secteur culturel.
La plateforme conçoit des outils et services dédiés aux acteurs de la culture et de la communication : contrat de travail, paie, gestion comptable et financière ou recrutement de talents.
3 100 entreprises et 99 000 salariés du secteur culturel lui font confiance.

Movinmotion

Audiens

Audiens
74 rue Jean Bleuzen - 92177 Vanves Cedex
Tél : 0 173 173 000
Plus d'informations et de conseils sur **www.audiens.org**

AnimFrance

AnimFrance est un syndicat exclusivement dédié au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique d'animation, à l'origine de la négociation de la Convention Collective Nationale de la production de Films d'Animation.

Créé en 1989 par quelques productrices et producteurs pionniers du genre, le syndicat fédère aujourd'hui plus de 70 adhérents représentant près de 80 sociétés de production déléguée et studios de fabrication installés sur l'ensemble du territoire, qui totalisent plus de 90% des salariés du secteur.

Citia et le Pôle Image Magelis, pôles de développement économique territoriaux, sont membres associés du Syndicat.

Dans une démarche permanente de dialogue avec l'ensemble de ses partenaires (auteurs, réalisateurs, techniciens, scénaristes, étudiants, écoles, institutions, diffuseurs, distributeurs), AnimFrance poursuit son action au service du développement de l'écosystème artistique et économique de l'animation sur l'ensemble du territoire français, soucieux de la diversité créative du genre, engagé pour l'égalité des chances, pour la parité, pour la lutte contre toute forme de harcèlement et de discrimination, et pour définir et mettre en œuvre des alternatives industrielles écoresponsables pour la filière.

AnimFrance assure également à l'ensemble de ses membres un accompagnement juridique et social, ainsi que des occasions régulières d'informations et d'échanges par la tenue de commissions ainsi que d'évènements à l'occasion des grandes manifestations du secteur.

Forte de plus de 9 000 auteurs, artistes et techniciens, l'animation française est n°3 mondial et leader européen. C'est une industrie culturelle d'excellence, symbole du savoir-faire et du rayonnement français, distinguée par les plus prestigieuses sélections et prix internationaux. Portée par un tissu d'entrepreneurs indépendants, l'animation est un acteur majeur des exportations audiovisuelles françaises. Ses œuvres sont plébiscitées par une audience de plus en plus large, dans les salles, sur les chaînes de télévision, ainsi que sur les plateformes de vidéo à la demande du monde entier.

Depuis près de 40 ans, l'action d'AnimFrance a activement soutenu et participé à :

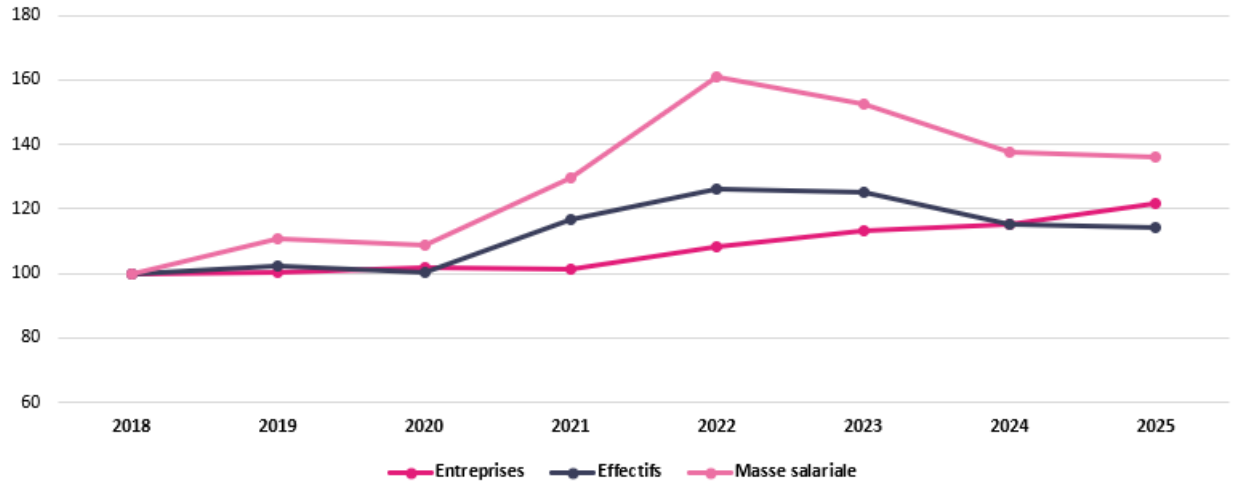
- la mise en place **d'obligations d'investissements** des diffuseurs nationaux publics et privés ;
- l'élargissement de ces **obligations aux diffuseurs et plateformes de vidéo à la demande étrangers** opérant sur le territoire français ;
- **la construction et l'amélioration continue de dispositifs de soutiens dédiés au cinéma, court et long métrage** (Aide aux techniques d'animation, dispositif Passerelle, amélioration de l'aide au programme de productions de films courts, majoration du Fond de soutien, création du bonus/malus parité), mais aussi **pour les œuvres audiovisuelles** (majoration très significative du Fonds de Soutien Audiovisuel - FSA, crédits d'impôts spécifiques, aides des Régions), qui ont permis notamment une localisation massive de la fabrication en France sur différents territoires ;
- le **maintien d'une offre gratuite et large** sur les chaînes de la TNT, notamment de service public avec **France 4** ;
- la reconnaissance de l'animation au sein de l'Académie des César, avec la **création du César du long métrage d'animation, du César du court métrage d'animation,** et en 2020 du Collège animation, immense victoire du secteur pour une pleine reconnaissance des métiers du cinéma d'animation ;
- le développement du premier outil de calcul carbone créé par et pour le secteur de l'animation en France et en Europe : **Carbulator.org** ;
- la structuration en **réseau des écoles spécialisées** formant les talents indispensables à l'industrie (RECA) ;
- **la création d'Animation Europe**, fédération des syndicats et des associations de producteurs d'animation de plus de 22 pays européens.

Sommaire

Audiens ____ *3*
Une protection sociale adaptée aux professionnels du cinéma et de l'audiovisuel ____ *4*
AnimFrance ____ *6*
Sommaire ____ *7*
Ce qu'il faut retenir ____ *8*
Source des données ____ *10*
Les entreprises ____ *11*
Masse salariale ____ *13*
Les salariés ____ *14*
Les salariés 'permanents' (CDI et CDD de droit commun) ____ *15*
Les salariés en CDD d'usage ____ *18*
Nombre d'heures ____ *21*
Profil détaillé des CDDU du secteur ____ *22*
Les primo-entrants dans le secteur ____ *23*
Les métiers de l'animation ____ *26*
Les femmes dans l'animation ____ *28*
Données régionales ____ *32*
Annexe 1 : périmètre de l'étude ____ *33*
Annexe 2 : tableaux complémentaires ____ *40*

Ce qu'il faut retenir

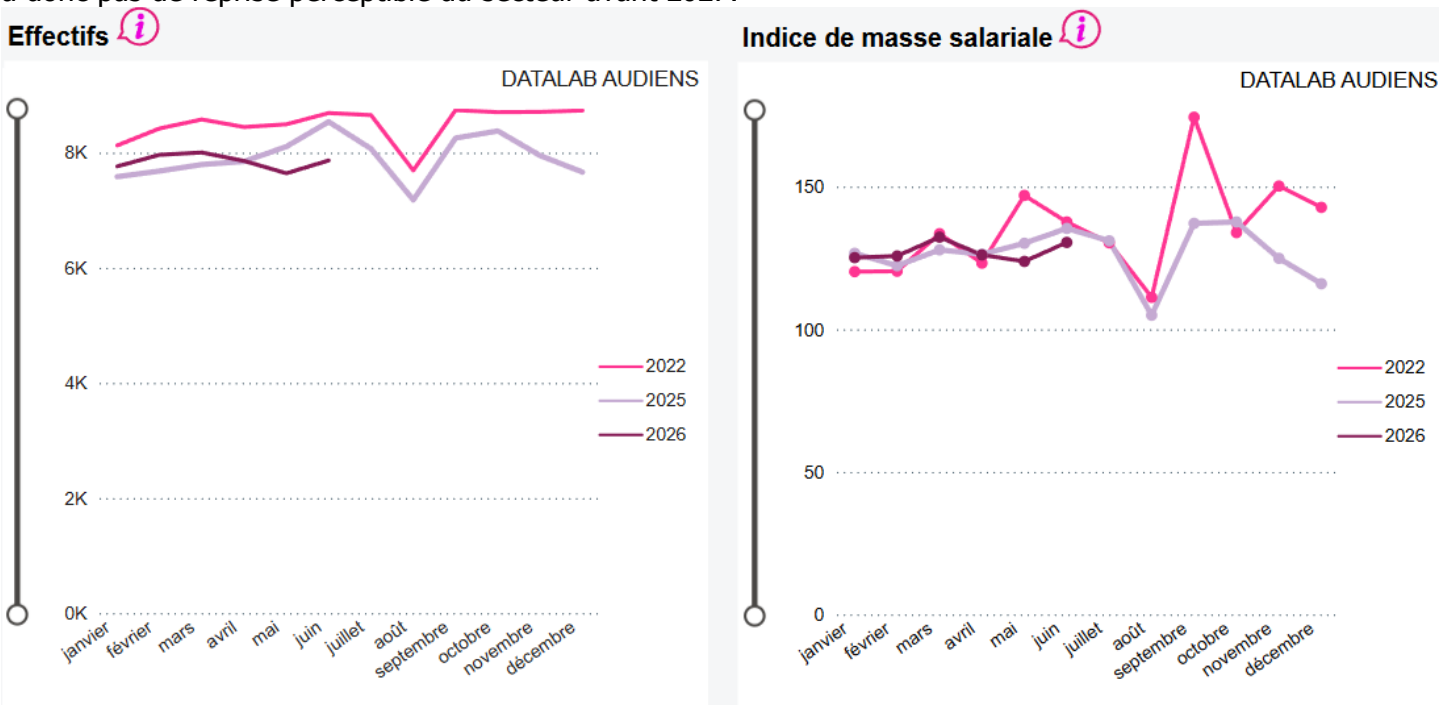
- **La baisse observée depuis le pic de 2022 se stabilise en 2025 :**



Le nombre d'entreprises dans le périmètre est croissant depuis 2020. Notons qu'en 2025, de nouveaux employeurs font leurs apparitions sous l'effet de scissions d'entités déjà existantes (par exemple Mikros).
Le pic de croissance du secteur a été observée en 2022. Sous l'effet du ralentissement économique que connaît le secteur depuis l'automne 2022, le cycle de forte croissance de l'emploi observé depuis 2018, à l'exception de l'année 2020 marquée par la crise sanitaire, a ainsi pris fin au printemps 2023. En conséquence, les effectifs et la masse salariale ont amorcé une baisse en 2023, qui s'est fortement accélérée en 2024. Les données de l'année 2025 marquent une forme de stabilisation.

En 2025, l'évolution des effectifs et de la masse salariale est ainsi de -1 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de personnes salariées en 2025, **près de 9 300**, atteint son niveau le plus bas depuis la sortie de la crise sanitaire. La masse salariale, **234 M€** en 2025, reste légèrement au-dessus du niveau de 2021 (223 M€). Les effectifs et la masse salariale intermittents suivent la même tendance (-1 %).

Au regard du premier semestre, l'année 2026 s'annonce légèrement en deçà de 2025 en termes d'activité. Il n'y a donc pas de reprise perceptible du secteur avant 2027.



Lecture : L'indice de masse salariale (indice de base 100 en janvier 2019) représente l'évolution de la masse salariale brute de chaque mois par rapport au mois de janvier 2019.

Ainsi, selon les données du tableau de bord en ligne Audiens des données sociales de la culture et des médias, les effectifs ont diminué de 5 % au premier semestre 2026 par rapport à la même période de l'année précédente, tandis que la masse salariale est restée stable. Ces évolutions sont observées sur un périmètre plus large que celui de la présente étude, mais représentatif des tendances du secteur.

- ## Un volume de travail qui repart à la hausse :

  - Le nombre total d'heures payées déclarées s'élève à **8,5 millions** en 2025, **soit une hausse de 3 % par rapport à 2024**. Cette augmentation concerne les CDD d'usage (+3 %), et, dans une moindre mesure, les CDI (+1 %) ;
  - Les effectifs CDDU étant en baisse et le nombre d'heures étant en hausse, le volume de travail par personne augmente sensiblement (+4 %) en 2025, passant de 782 à 816 heures annuelles moyennes.

- ## Part de femmes stable dans le secteur

  - Près de 4 100 femmes travaillent dans le secteur en 2025.
  - La part des femmes est en progression constante entre 2018 et 2023 (+ 7 points), passant de 37 % des personnes salariées à 44 %. Depuis 2023, cette proportion dans le secteur n'a pas bougé ;
  - En 2025, l'activité des femmes en CDI connaît une baisse, particulièrement marquée chez les non-cadres (-6 % en ETP) ;
  - En 2025, la part des femmes parmi les salariés en CDDU augmente de 1 point, pour atteindre 44 %. Cette progression est particulièrement marquée chez les cadres (+2 points, à 41 %), en raison d'une baisse des effectifs masculins (-9 %) plus importante que celle des effectifs féminins (- 1 %) ;
  - La part des femmes parmi les primo-entrants est en léger recul mais se maintient à 50 %**.**

- ## Peu d'écarts salariaux à poste intermittent équivalent

  - Au regard du salaire horaire médian, on constate des écarts salariaux femmes/hommes de 5% ou moins sur les postes de chargés de production, story-boarders, infographistes (modèles et lay-out) et réalisateurs ;
  - Pour certains métiers sujets à des disparités plus importantes, on observe des effets de structure (âges différents entre hommes et femmes) qui explique une partie de ces écarts.

Source des données

En tant que groupe professionnel, les entreprises de la production de films d'animation adhèrent aux institutions de retraite complémentaire d'Audiens. Les **déclarations sociales nominatives** retournées par les entreprises nous permettent d'attribuer les points de retraite à chaque salarié.
Ces déclarations renseignent notamment, pour chaque période d'activité déclarée : l'identité du salarié, les dates de début et de fin d'activité, la catégorie professionnelle ainsi que le salaire brut (après abattement pour frais professionnels pour les professions qui peuvent bénéficier de cette déduction).

Quelques entreprises ont relevé historiquement d'autres caisses de retraite complémentaire pour leur personnel « permanent », les données sur les périodes concernées ne font donc pas partie de l'étude. Mais, soit ces structures ont cessé leur activité sur la période, soit nous avons récupéré le personnel « permanent » en milieu de période : **depuis 2018, il n'y a plus aucune entreprise avec de l'activité déclarée pour laquelle on ne récupère pas les données du personnel permanent.**

Quelques définitions

Les différentes catégories professionnelles étudiées dans ce document sont :
- le personnel technique et administratif ayant le statut de cadre ;
- le personnel technique et administratif n'ayant pas le statut de cadre.

Le personnel artistique en CDD d'usage (au sens des emplois de l'annexe 10 de l'assurance chômage) n'est pas présenté dans cette étude, à l'exception des réalisateurs et réalisatrices.

Le classement en tant que cadre ou non-cadre s'appuie sur le statut professionnel déclaré dans le contrat par l'entreprise.

Dans les données Audiens, un « **permanent »** est une personne en CDI ou en CDD de droit commun. Les CDD de droit commun incluent les alternants (contrats d'apprentissage et de professionnalisation). Dans cette étude, les CDD d'usage peuvent être appelés « **CDDU** » ou « **intermittents** ».

Champ

Le périmètre du secteur de l'animation a été défini en concertation avec AnimFrance et le CNC.
Ce champ est réexaminé chaque année, afin d'y inclure des sociétés nouvellement créées et des sociétés dont l'activité dans le secteur est devenue pérenne. **Certaines statistiques ne sont de ce fait pas comparables d'une étude à l'autre**.
La notion d'entreprise s'entend au sens du SIREN. La situation de chaque entreprise résume la situation de l'ensemble des établissements de cette entreprise. Néanmoins, pour certaines entités de ce périmètre, et notamment pour Europacorp, nous ne retenons que l'activité relative à la production de films d'animation, et nous écartons les autres types de films - de télévision ou de cinéma.
Les mandats sociaux et les stages ne font pas partie du périmètre.

Les entreprises

Le champ de l'étude est déterminé par les entreprises de la liste se trouvant en annexe. Nous ne considérons que celles qui ont déclaré du personnel à Audiens.

220 entreprises actives composent le secteur de la production de films d'animation en 2025.
Le nombre d'entreprises dans le champ a augmenté en partie en raison de scissions d'entreprises en plusieurs entités (Mikros par exemple).

Taille des entreprises du secteur

Le secteur de la production de films d'animation est composé :

- **de grosses entreprises :**

15 entreprises cumulent, en 2025, plus de la moitié de la masse salariale totale du secteur

- **mais aussi d'entreprises avec peu ou pas de salariés « permanents »** :

Seules 14 % des entreprises du secteur ont déclaré plus de 10 « permanents » au 31/12/2025.

En 2025, 84 entreprises du secteur (38 %) déclarent plus de 500 k€ de masse salariale brute. Parmi elles, 54 déclarent plus de 1 M€ de masse salariale.

Tableau 1 : Nombre d'entreprises actives en fonction de la masse salariale brute

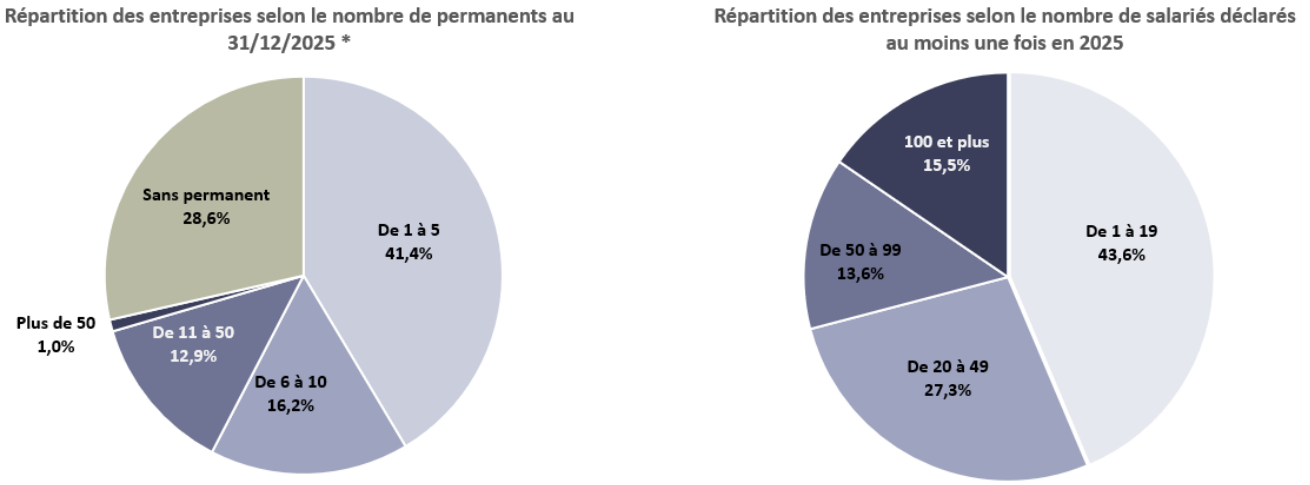
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Moins de 50 k€	30	32	30	23	29	30	28	31
De 50 k€ à 200 k€	43	32	40	40	35	41	46	54
De 200 k€ à 500 k€	34	51	37	37	39	45	49	51
De 500 k€ à 1 M€	30	18	33	37	38	31	40	30
De 1 M€ à 2 M€	20	24	21	20	25	30	17	26
Plus de 2 M€	24	25	23	26	30	28	29	28
Total entreprises	**181**	**182**	**184**	**183**	**196**	**205**	**209**	**220**
Part 500 k€ ou plus	**41%**	**37%**	**42%**	**45%**	**47%**	**43%**	**41%**	**38%**

Lecture : En 2025, 28 entreprises ont déclaré plus de 2 M€ en masse salariale sur l'année.

Afin de tenir compte des flux de CDD d'usage qui sont très nombreux dans le secteur, nous proposons deux façons de définir la taille de l'entreprise :

- selon le nombre de personnes salariées au 31/12/2025 en tant que « permanent » (CDI + CDD de droit commun)
- selon le nombre total de salariés déclarés au moins une fois par l'entreprise au cours de l'année 2025 (en CDD d'usage, en CDD de droit commun ou bien en CDI).

Figure 1 : Répartition des entreprises par taille, en termes d'effectifs



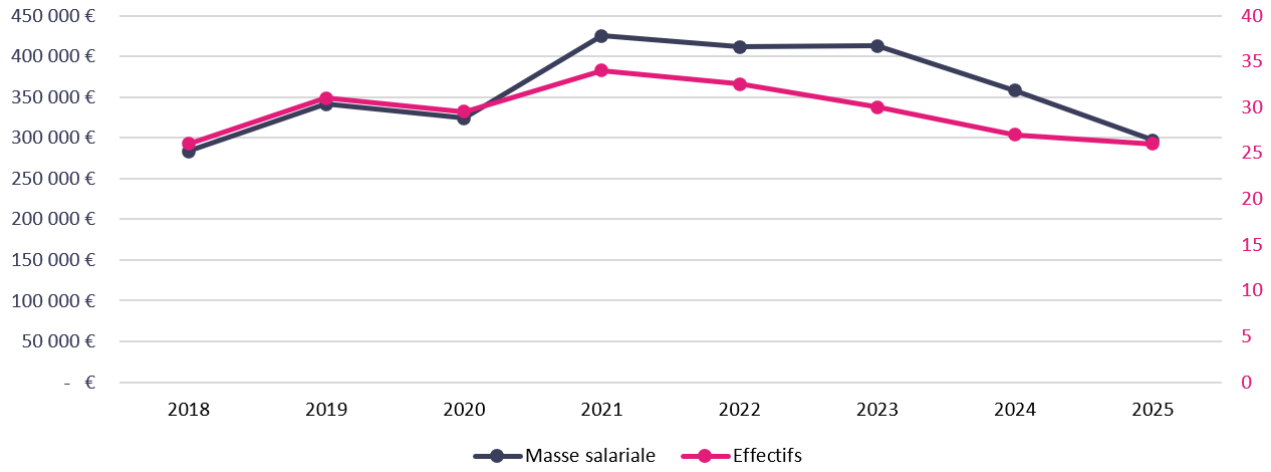
**Sont exclues les entreprises ayant cessé leur activité avant le 31/12/2025, ainsi que celles composées uniquement d'établissements « Films » et dont les salariés permanents sont rattachés à un établissement situé hors du périmètre de la production de films d'animation.*

<u>Lecture</u> : En 2025, 12,9 % des entreprises du champ ont déclaré entre 11 et 50 salariés « permanents » (CDI ou CDD de droit commun) au 31 décembre (figure de gauche). En utilisant une autre échelle (figure de droite), elles sont 15,5 % à avoir déclaré 100 salariés ou plus (CDI ou CDD, y compris CDDU) au moins une fois dans l'année.

Les effectifs médians en nombre de personnes différentes déclarées par entreprise sur une année sont en baisse, passant de 33 en 2022 à 26 en 2025.

La masse salariale médiane est en baisse depuis 2022. En 2025, elle passe en dessous des 300 K€. Entre 2024 et 2025, elle diminue de 17 %, soit la plus forte baisse observée sur la période. Entre 2022 et 2025, on constate une forte augmentation du nombre d'entreprises qui ont une masse salariale compris entre 50 et 200 K€ (+19) et entre 200 et 500 K€ (+12).

Figure 2 : Evolution des effectifs médians en nombre de personnes déclarées au moins une fois sur l'année et des masses salariales médianes



<u>Lecture</u> : En 2025, 50 % des entreprises ont déclaré moins de 26 personnes différentes sur l'année, 50 % en ont déclaré plus. Et 50 % une masse salariale inférieure à 296 k€ sur l'année, 50 % ont une masse salariale supérieure.

Statut juridique

En 2025, le statut juridique le plus répandu reste la SAS (société par actions simplifiée) représentant 61 % des structures, 61 % des effectifs et 70 % de la masse salariale.

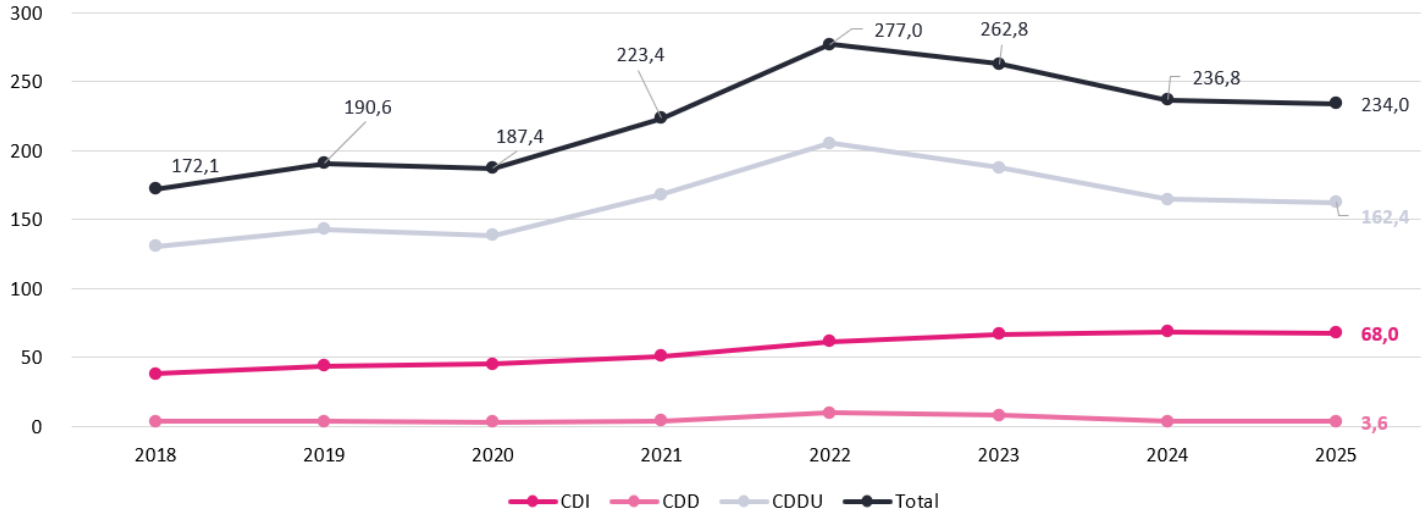
Masse salariale

Il s'agit du salaire brut après abattement pour frais professionnels (pour les professions qui peuvent bénéficier de cette déduction) déclaré par les entreprises du secteur, et incluant les revenus d'activité partielle.
Notons qu'en France, une forte inflation a été observée en 2022 (5,2 %) et en 2023 (4,9 %).

En 2025, la masse salariale du secteur s'établit à 234 M€, contre 237 M€ en 2024, soit une légère baisse d'environ 1 %. Après le fort recul observé entre 2023 et 2024, la diminution de la masse salariale ralentit donc nettement en 2025. **Elle demeure néanmoins inférieure de 16 % environ au pic atteint en 2022 (277 M€).**
L'activité des quelques entreprises cumulant les masses salariales les plus importantes (et les primes liées aux résultats des films en salles qui peuvent être attribuées par certains studios) influence fortement l'évolution du champ tout entier.

L'évolution de la masse salariale est globalement stable en comparaison avec 2024, quel que soit le type de contrat. En 2025, celle des CDDU s'établit à 162,4 M€ (-1 %). La masse salariale des CDI atteint 68 M€ (-1 %) et celle des CDD de droit commun 3,6 M€ (+ 3%).

Figure 3 : Masse salariale en M€ par type de contrat

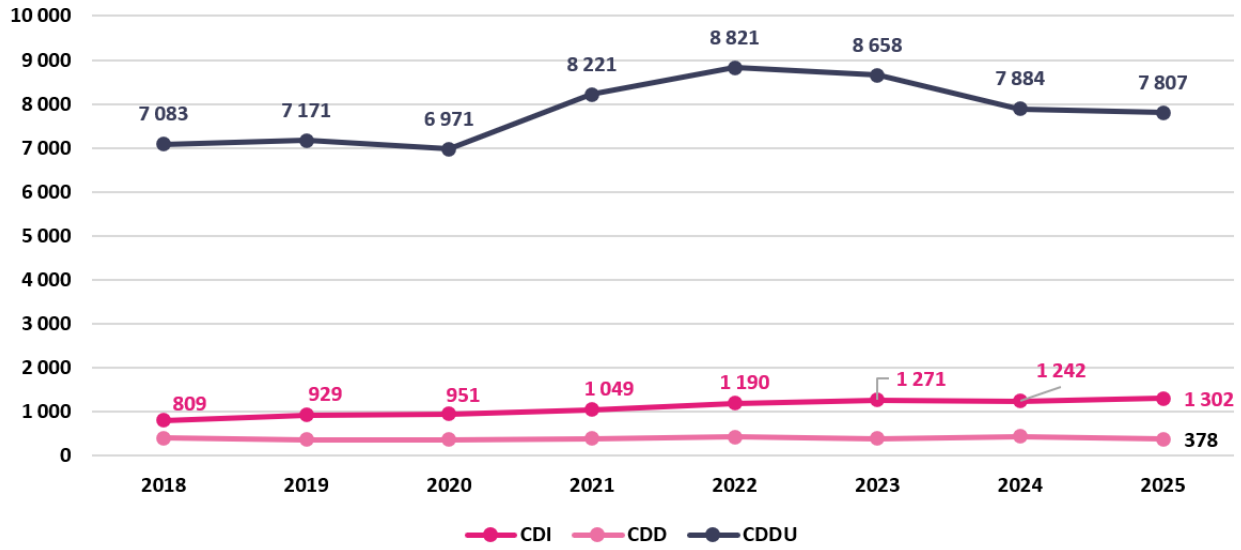


Lecture : En 2025, 234 M€ de masse salariale brute ont été déclarés dans le secteur, tous contrats confondus.

Les salariés

Après une forte baisse en 2024 (-8 %), le nombre de salariés se maintient à près de 9300 en 2025, soit une légère baisse de 1 %.

Figure 4 : Effectifs par type de contrat



Lecture : En 2025, 7 807 techniciens différents ont été déclarés en CDDU au moins une fois par une des entreprises du secteur, ainsi que 1 302 personnes en CDI et 378 personnes en CDD de droit commun.

Les CDI

Le nombre de CDI est en hausse en 2025 (+5 %) essentiellement suite à la scission de Mikros en plusieurs entités qui a permis de rattacher une cinquantaine de permanents au champ de l'animation. Sans cette cause circonstancielle, le nombre de CDI serait resté au même niveau qu'en 2024. Par ailleurs, notons que la masse salariale des CDI n'a pas augmenté sur la même période (-1 %), ce qui tend à démontrer qu'après une période de forte structuration à la sortie de la crise sanitaire pour accompagner la croissance des studios, les entreprises ont opéré un ajustement de leur stratégie en la matière suite au ralentissement économique.

Les CDD de droit commun

Ils ne sont pas très nombreux et peuvent fluctuer d'une année sur l'autre. Les statistiques établies sur ces contrats peuvent donc être très variables. Ils concernent majoritairement des postes de non-cadres (91 % en 2025). **En 2025, plus de 60 % des CDD sont des alternants (soit 231 personnes).** En 2025, ils sont en baisse de 15 %.

Les CDDU

Pour étudier les caractéristiques des salariés, nous distinguons les CDD dits d'usage des contrats de droit commun, car les pratiques et les problématiques ne sont pas les mêmes pour ces deux populations.

Les CDD d'usage représentent 84 % des salariés de la branche.
En 2025, on en compte 7 807, soit 10 % de plus qu'en 2018, **11 % de moins qu'en 2022, et 1 % de moins qu'en 2024**. **En 2025, le nombre d'intermittents employés dans le secteur s'est stabilisé, après une baisse record l'année précédente.**

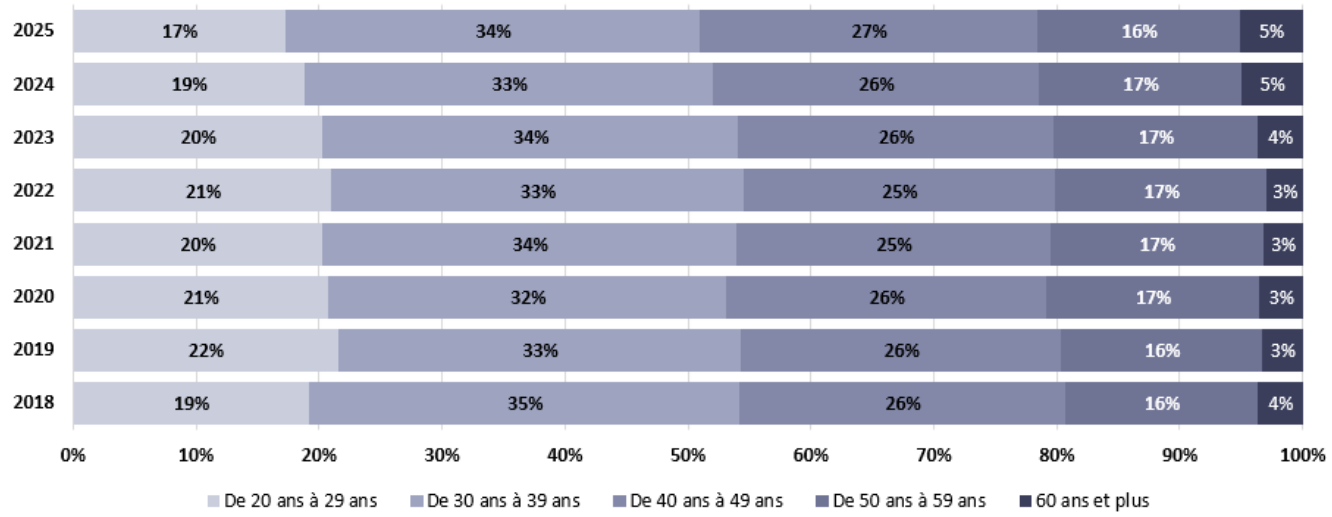
Les salariés « permanents » (CDI et CDD de droit commun)

Pour la première fois en 2025, le nombre de salariés « permanents », CDI et CDD de droit commun, ne progresse pas : on en compte 1 653, soit 1 % de moins qu'en 2024.

Données démographiques (CDI)

Les salariés en CDI du secteur sont jeunes : chaque année observée, la part des moins de 40 ans est comprise entre 50 et 55 %. Toutefois, en 2025, cette part des moins de 40 ans atteint son minimum (51 %) sur la période observée, sous l'effet de la baisse de la part des moins de 30 ans (de 19 % en 2024 à 17% en 2025).

Figure 5 : Part des effectifs en CDI par tranche d'âge



Lecture : En 2025, 17 % des salariés en CDI déclarés dans le secteur ont entre 20 et 29 ans.

Les équivalents temps plein[1] (ETP)

Afin de tenir compte de la durée des périodes d'activité (notamment pour les CDD de droit commun) et des éventuels temps partiels, nous étudions les équivalents temps plein (ETP). C'est-à-dire le nombre de personnes en temps plein sur toute l'année nécessaires pour occuper l'ensemble des postes.
Ce comptage en ETP permet d'une part de lisser les écarts qui pourraient exister selon les années, du recours plus ou moins important de CDD de droit commun. D'autre part, il permet de comparer des niveaux de salaire sur la base du même volume de travail.

[1]Le calcul des ETP « permanents » a été modifié cette année. Nous utilisons désormais le nombre d'heures payées déclarées. Ainsi 1820 heures payées correspondent à un ETP.

Figure 6 : Effectifs en équivalents temps plein des CDI et CDD de droit commun



<u>Lecture</u> : En 2025, les cadres hommes et femmes déclarés représentent respectivement 480 et 372 équivalents temps plein (ETP) : les femmes représentent 43,6 % des ETP cadres.

Des emplois qualifiés

Le nombre d'ETP relatif à des postes de cadres continue d'augmenter légèrement en 2025 : 852 ETP cadres (+1 % par rapport à 2024) et 331 ETP non-cadres (comme en 2024).

Part des femmes en recul pour le personnel 'permanent'

En 2025, les femmes représentent 44 % des ETP cadres (CDI + CDD). Cette part est en légère baisse (-0,6 point) pour la première fois depuis 2021. **Chez les non-cadres, la proportion d'ETP féminins est de 46,5 %**, soit 7 points de moins qu'en 2022.

Les salaires bruts

Dans le secteur, en 2025, le salaire annuel brut moyen des salariés « permanents » par équivalent temps plein est de 71,6 k€ pour un cadre et de 31,6 k€ pour un non-cadre. Entre 2024 et 2025, le salaire moyen des cadres diminue d'environ 2 % (-11% depuis le plus haut de 2022 mais +11% sur la période 2018/2025), tandis que celui des non-cadres augmente d'environ 2 %. Le salaire moyen atteint 34,2 k€ pour les non-cadres hors alternants (+ 15% sur la période 2018/2025) et 24,1 k€ pour les alternants.

Tableau 2 : Salaire annuel brut moyen (en k€) pour un équivalent temps plein

		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Postes de cadres	De 20 ans à 29 ans	38,5 k€	38,9 k€	38,2 k€	39,8 k€	41,7 k€	43,0 k€	44,9 k€	45,3 k€
	De 30 ans à 39 ans	51,1 k€	51,7 k€	51,4 k€	54,3 k€	56,1 k€	56,0 k€	57,7 k€	57,2 k€
	De 40 ans à 49 ans	69,4 k€	75,8 k€	73,7 k€	75,3 k€	80,6 k€	81,8 k€	78,8 k€	77,3 k€
	De 50 ans à 59 ans	93,9 k€	88,9 k€	82,0 k€	88,8 k€	95,2 k€	92,1 k€	98,1 k€	92,5 k€
	60 ans et plus	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Cadres		**64,6 k€**	**66,7 k€**	**65,2 k€**	**68,2 k€**	**80,5 k€**	**76,6 k€**	**73,4 k€**	**71,6 k€**
Postes de non cadres	Moins de 20 ans	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
	De 20 ans à 29 ans	31,9 k€	31,4 k€	33,0 k€	33,1 k€	34,1 k€	35,1 k€	34,9 k€	35,1 k€
	De 30 ans à 39 ans	33,8 k€	34,0 k€	32,7 k€	32,9 k€	33,4 k€	34,6 k€	36,5 k€	37,6 k€
	De 40 ans à 49 ans	34,0 k€	29,2 k€	30,0 k€	30,7 k€	30,9 k€	34,3 k€	32,0 k€	34,4 k€
	De 50 ans à 59 ans	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
	60 ans et plus	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Non cadres		**28,5 k€**	**27,7 k€**	**28,4 k€**	**29,0 k€**	**29,6 k€**	**30,5 k€**	**31,0 k€**	**31,6 k€**
Non cadres hors alternants		*29,8 k€*	*29,9 k€*	*30,2 k€*	*30,7 k€*	*31,6 k€*	*32,9 k€*	*33,4 k€*	*34,2 k€*
Alternants		*22,6 k€*	*19,5 k€*	*20,8 k€*	*22,4 k€*	*23,1 k€*	*23,5 k€*	*23,4 k€*	*24,1 k€*

Lecture : En 2025, le salaire brut moyen d'un cadre de 30 à 39 ans en équivalent temps plein est de 57,2 k€ annuels.
NB : Certaines tranches d'âge concernent trop peu d'effectifs pour déterminer un salaire moyen significatif.

Les salariés en CDD d'usage

Dans cette partie, nous étudions les techniciens en CDDU qui représentent 84 % des effectifs du secteur en 2025.

Données démographiques

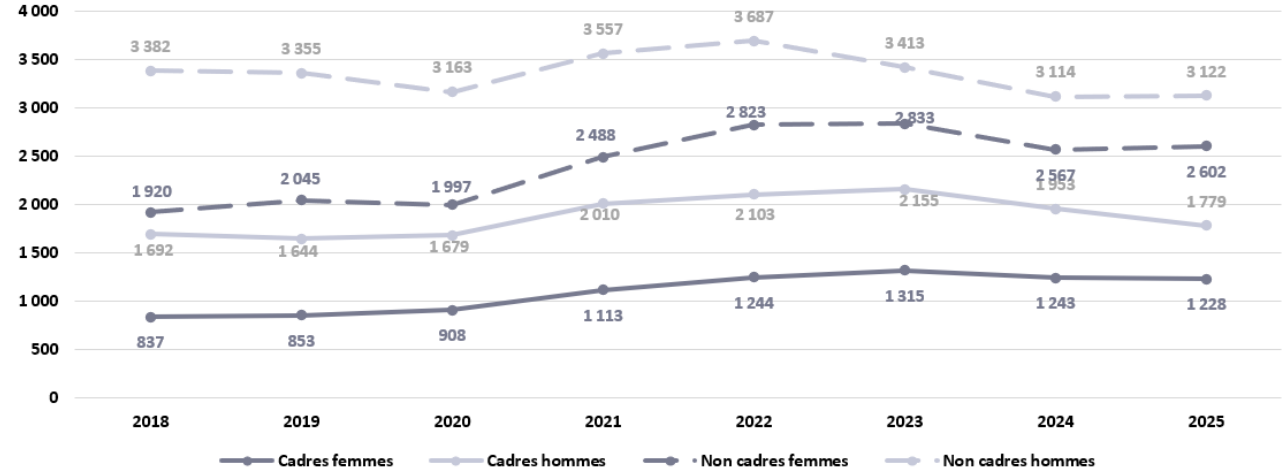
Evolution de ces effectifs

7 807 personnes ont été déclarées en CDD d'usage en 2025, soit 1 % de moins qu'en 2024 et 11 % de moins qu'en 2022. Depuis 2018, leur nombre a progressé de 10 %, malgré la baisse amorcée les trois dernières années.

La féminisation continue parmi les CDD d'usage

La proportion de femmes chez les CDD d'usage est en hausse constante : celles-ci représentaient 35 % des effectifs en 2018 contre 44 % en 2025. La part des femmes chez les CDDU plafonne depuis 2023 à 45 % pour les non-cadres et ne cesse d'augmenter pour les cadres, atteignant 41 % en 2025. Pourtant, le nombre d' « intermittentes » cadres n'est pas en hausse : **c'est la forte baisse du nombre de « CDDU cadres hommes » (-9 % entre 2024 et 2025) qui pousse la part des femmes vers le haut.**

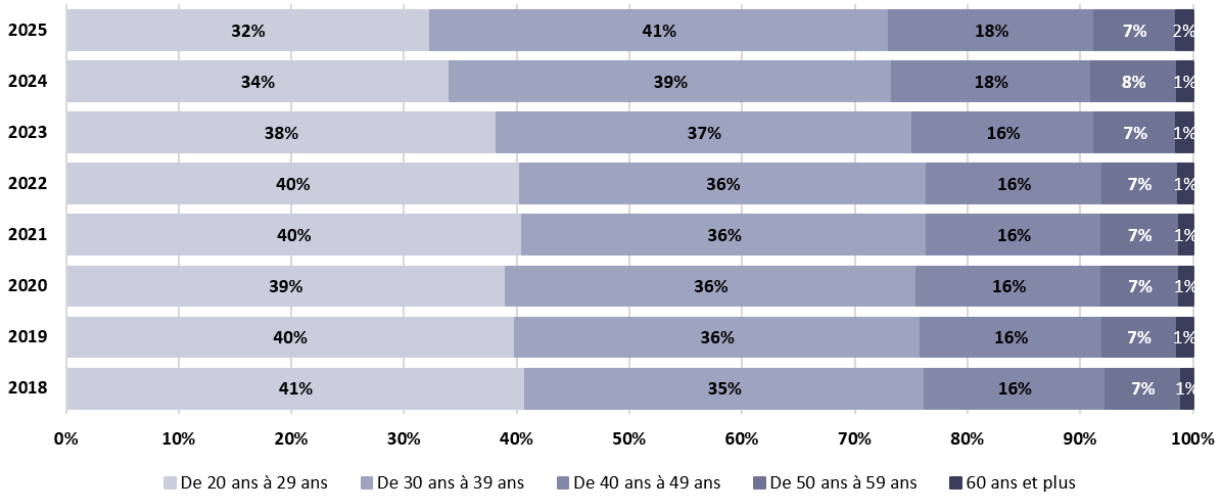
Figure 7 : Effectifs techniciens en CDDU par genre



Lecture : En 2025, on dénombre 1 779 hommes et 1 228 femmes cadres techniciens en CDDU.

Les techniciens en CDDU de la production de films d'animation sont très jeunes : 73 % ont moins de 40 ans en 2025. On constate cependant un léger vieillissement des « intermittents » du secteur : comme chez les « permanents », la proportion des moins de 30 ans, passée de 38 % en 2023 à 32 % en 2025, est la seule à avoir diminué chez les « intermittents ».

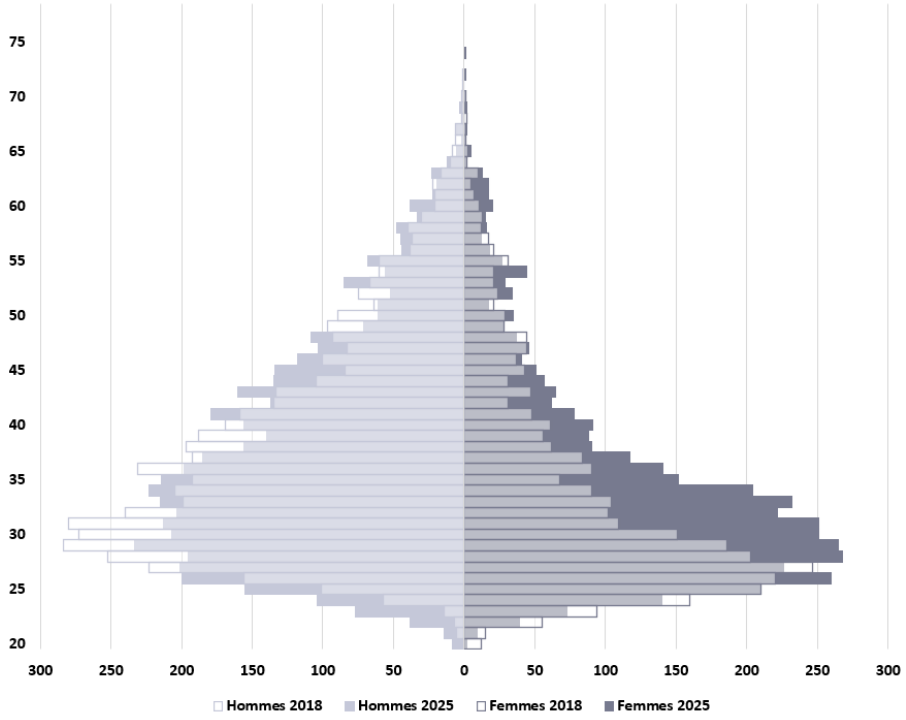
Figure 8 : Part des effectifs en CDDU par tranche d'âge



Lecture : En 2025, 32 % des salariés en CDDU déclarés dans le secteur ont entre 20 et 29 ans. Les moins de 20 ans sont trop peu nombreux pour être visibles sur le graphique.

Sur la pyramide des âges ci-contre, on observe qu'entre 2018 et 2025, **les effectifs féminins ont particulièrement progressé** entre 25 et 45 ans. Les hommes sont plus nombreux qu'avant chez les moins de 25 ans et chez les plus de 40 ans, mais sont en net recul sur les tranches d'âge intermédiaires.

Figure 9 : Pyramide des âges des CDDU techniciens déclarés en 2018 et en 2025 dans le secteur



Lecture : Il s'agit de deux pyramides des âges superposées. Les parties blanches indiquent une baisse d'effectifs entre 2018 et 2025 pour un genre et un âge donné. A l'inverse les parties foncées indiquent une hausse.

Nombre d'heures

L'indicateur présenté correspond au nombre d'heures payées déclarées. Il inclut donc les congés payés des CDI et des CDD de droit commun.
8,5 millions d'heures ont été déclarées en 2025 par les entreprises du secteur, soit -16 % par rapport à 2022 (près de 10,2 millions). Cependant, **le volume de travail repart à la hausse entre 2024 et 2025 (+3 %). Cette augmentation est principalement portée par les CDD d'usage.**

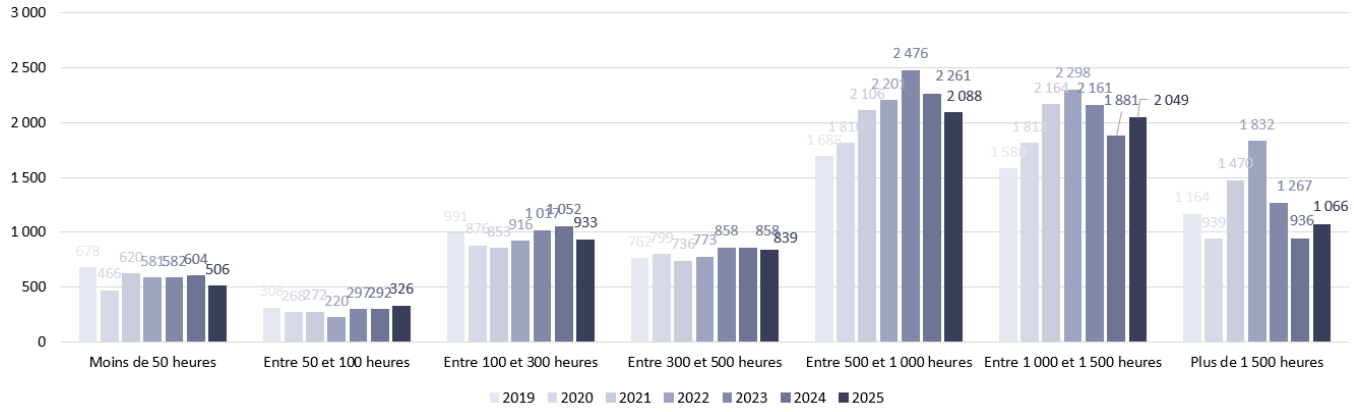
Tableau 3 : Nombre d'heures et nombre moyen d'heures déclarées par personne

	Nombre d'heures (en milliers)									Nombre d'heures moyen par personne								
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2024/ 2025	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2024/ 2025
CDI	1 190	1 356	1 422	1 530	1 737	1 925	1 915	1 933	+1%	1 470	1 460	1 495	1 459	1 459	1 515	1 542	1 484	-4%
CDD de droit commun	240	252	214	258	276	268	225	231	+3%	599	686	586	658	644	686	508	612	+20%
Dont alternant	*88*	*114*	*101*	*116*	*144*	*178*	*147*	*168*	*+14%*	*565*	*762*	*589*	*575*	*605*	*723*	*626*	*725*	*+16%*
CDDU	5 594	5 821	5 685	7 186	8 176	7 212	6 164	6 369	+3%	790	812	816	874	927	833	782	816	+4%
Total	**7 023**	**7 430**	**7 322**	**8 974**	**10 189**	**9 405**	**8 304**	**8 533**	**+3%**	**865**	**894**	**897**	**948**	**995**	**924**	**887**	**918**	**+3%**

Lecture : En 2025, les salariés en CDDU ont déclaré 6,4 millions d'heures. Le nombre moyen d'heures déclarées pour un salarié en CDDU sur l'année 2025 est de 816 heures.

Les CDDU représentent 75 % des heures déclarées.
Après deux années de forte baisse en 2023 (-12 %) et en 2024 (-15 %), le nombre d'heures travaillées par les « intermittents » augmente de +3 % en 2025.
Même constat pour le nombre d'heures moyen par personne : après deux années de baisse en 2023 (- 10 %) et en 2024 (-6 %), le nombre d'heures moyen par personne augmente de +4 % en 2025, s'élevant à nouveau au-delà des 800 heures annuelles par « intermittent » (816 heures).
La baisse des effectifs CDDU, conjuguée à la hausse du nombre d'heures, entraîne ainsi une augmentation du volume de travail moyen par personne en 2025.

Figure 10 : Effectifs CDDU répartis par volume d'heures travaillées annuellement dans le secteur de 2019 à 2025



Lecture : En 2025, 2 049 personnes en CDDU ont travaillé entre 1 000 et 1 500 heures dans le secteur.

Seules les tranches horaires supérieures à 1 000 heures annuelles par personne remontent en 2025. La proportion des « intermittents » qui dépassent ce seuil passe de 36 % en 2024 à 40 % en 2025. Au total, 3 115 salariés sous CDU dépassent les 1 000 heures annuelles (contre 4 130 en 2022 au pic, soit -25 %).

Profil détaillé des CDDU du secteur

Mobilité des CDDU dans le secteur

Le secteur de l'animation est un secteur particulier pour les techniciens en CDD d'usage car, contrairement à d'autres secteurs du spectacle, **la longueur des projets entraîne une stabilité des équipes au sein des entreprises. 74 % des salariés en CDDU n'ont travaillé que chez un seul employeur en 2025**.
Le nombre moyen d'employeurs par technicien reste stable sur la période, autour de 1,3 employeur par an.

Tableau 4 : Répartition des CDDU techniciens par nombre d'employeurs dans le secteur et nombre moyen d'employeurs sur l'année

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1	76%	77%	74%	76%	75%	75%	73%	74%
2	18%	17%	21%	18%	19%	19%	20%	20%
3 ou plus	6%	6%	6%	5%	6%	6%	7%	6%
Nombre moyen d'employeurs	**1,32**	**1,31**	**1,33**	**1,30**	**1,34**	**1,32**	**1,36**	**1,34**

Lecture : En 2025, parmi les personnes déclarées au moins une fois en CDDU, 74 % n'ont travaillé que pour un seul employeur. Et la moyenne du nombre d'employeurs sur l'année par technicien est de 1,34.

Les primo-entrants dans le secteur

Les primo-entrants de l'année N sont les personnes déclarées dans le secteur au cours de l'année N, mais qui ne l'avaient jamais été entre 2018 et l'année N-1.

Sur sept ans, de 2019 à 2025, plus de 11 000 personnes différentes sont entrées pour la première fois depuis le 1er janvier 2018 dans le secteur, dont 9 154 CDD d'usage.

Le nombre de primo-entrants a fortement baissé en 2023 (- 26 % vs 2022**) et en 2024 (-24 %** vs 2023**), avant de remonter légèrement en 2025 (+5 %** vs 2024**).**
Cette hausse est portée par les « intermittents », dont le nombre de nouveaux arrivants a augmenté de 13 % en 2025 (924 personnes). À l'inverse, **les primo-entrants en CDI sont de moins en moins nombreux** : on en compte 85 en 2025, soit 17 % de moins qu'en 2024.

Tableau 5 : Effectifs des primo-entrants par type de contrat et par genre

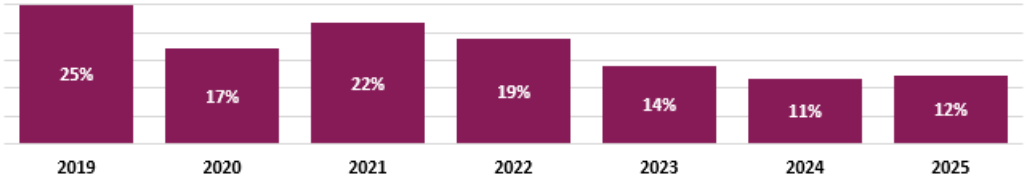
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
CDI femmes	77	41	59	80	71	60	43
CDI hommes	67	46	57	67	64	42	42
Total CDI	**144**	**87**	**116**	**147**	**135**	**102**	**85**
CDD femmes	93	84	115	110	86	90	71
dont alternantes	*28*	*38*	*69*	*55*	*51*	*62*	*37*
CDD hommes	75	94	72	103	77	77	64
dont alternants	*26*	*40*	*27*	*66*	*49*	*53*	*41*
Total CDD	**222**	**256**	**283**	**334**	**263**	**282**	**213**
CDDU femmes	713	509	789	743	568	415	462
CDDU hommes	1 071	614	991	845	568	404	462
Total CDDU	**1 784**	**1 123**	**1 780**	**1 588**	**1 136**	**819**	**924**
Nombre total de salariés primo-entrants (1)	**2 067**	**1 378**	**2 057**	**1 922**	**1 419**	**1 073**	**1 130**
Evolution		***-33%***	***+49%***	***-7%***	***-26%***	***-24%***	***+5%***

(1) *effectifs dédoublonnés = une personne déclarée sur plusieurs types de contrats n'est comptée qu'une seule fois*

Lecture : En 2025, 462 hommes déclarés dans le secteur avec au moins une période en CDD d'usage ne l'avaient jamais été, quel que soit le type de contrat, entre 2018 et 2024.

La part des primo-entrants dans les effectifs globaux est de 12 % en 2025, soit 7 pts de moins qu'en 2022.

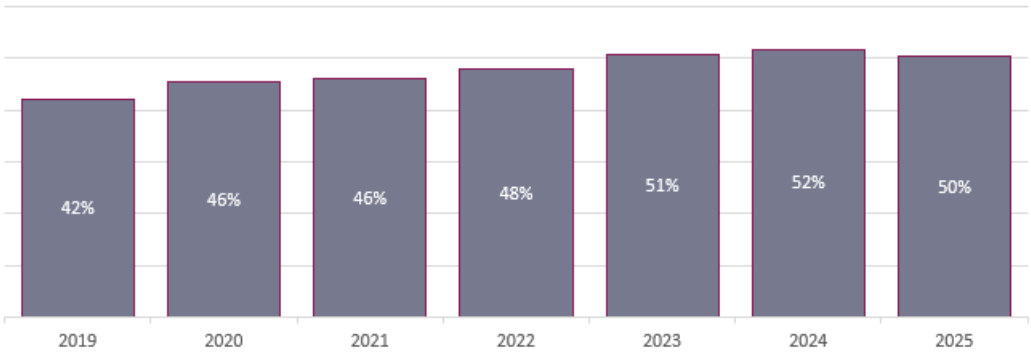
Figure 11 : Part de primo-entrants parmi les effectifs globaux



Lecture : En 2025, 12 % des personnes déclarées dans le secteur l'étaient pour la première fois depuis 2018.

La part des femmes parmi les primo-entrants est en augmentation entre 2019 et 2024, passant de 42 % à 52 %. Malgré un léger recul en 2025, la parité est maintenue une troisième année consécutive.

Figure 12 : Part des femmes dans les effectifs primo-entrants



Lecture : En 2025, 50 % des primo-entrants étaient des femmes.

Focus sur les nouveaux entrants CDDU de 2023

En 2023, **1 136 salariés CDDU étaient primo-entrants, dont 62 % avaient moins de 30 ans, soit un effectif de 706 personnes.** L'idée ici est de mesurer la pérennité de l'insertion des plus jeunes.

Tableau 6 : Répartition des jeunes entrants (< 30 ans) CDDU de 2023 selon le volume horaire

Tranche d'heures déclarées 2023	Entrants 2023 (<30 ans)	%
Moins de 150h	197	27,9%
150 - 499h	223	31,6%
500 - 999h	172	24,4%
1 000 - 1 499h	96	13,6%
1 500h et plus	18	2,5%
Total	**706**	

Lecture : En 2023, sur les 706 nouveaux entrants en CDDU et ayant moins de 30 ans (en 2023), 197 ont travaillé moins de 150 heures la même année.

Si l'on écarte la tranche de volume horaire la plus basse (< 150 h), excluant ainsi toutes les entrées « occasionnelles », **on compte 509 jeunes « intermittents » qui se sont insérés dans le secteur en 2023, soit 72% du total. 286 d'entre eux ont travaillé 500 heures ou plus l'année de leur entrée dans le secteur, soit 40,5% du total.**

Tableau 7 : Parcours des jeunes entrants CDDU (< 30 ans, ≥ 150h) de 2023

Groupe	Effectifs	% cohorte	dont > 500h/an
Présents en 2024 et 2025	254	49,9%	141 (chaque année)
Présents en 2024, partis en 2025	98	19,3%	58 (en 2024)
Absents 2024 et 2025	131	25,7%	
Absents en 2024, revenus en 2025	26	5,1%	12 (en 2025)
Total	**509**	**100%**	

Lecture : Sur les 509 nouveaux « junior » (< 30 ans, > 150h) de 2023, 254 sont restés actifs dans le périmètre en 2024 et 2025, dont 141 ont déclaré plus de 500h sur chacune des deux années.

En 2023, parmi les 1 136 nouveaux entrants en CDDU dans la branche, 706 ont moins de 30 ans. **Parmi ces jeunes, 509 ont réalisé plus de 150 heures de travail au cours de leur année d'entrée**.
Au sein de cette cohorte, 352 sont encore actifs dans le périmètre en 2024 (69 % de la cohorte), dont 199 avec un volume d'activité supérieur à 500 heures.
Ils sont 254 (soit la moitié de la cohorte) à avoir maintenu une activité dans la branche en 2024 et en 2025, dont 141 avec plus de 500 heures travaillées chacune de ces deux années. Par ailleurs, parmi les jeunes CDDU entrants de 2023, on compte 229 départs sans retour en 2024 et 2025 (131 absents en 2024 et 2025 + 98 présents en 2024 mais partis en 2025), soit 45 % de la cohorte. A noter qu'un certain nombre des présents en 2024 et partis en 2025 sont susceptibles de revenir en 2026.

Tableau 8 : Destination des jeunes CDDU entrants de 2023 qui ont quitté le périmètre sans revenir en 2024 et 2025

Secteur	Effectifs	%	Heures déclarées
Activité non couverte par Audiens	121	52,8%	-
Secteur audiovisuel	83	36,2%	93 408
Autres secteurs Audiens	25	10,9%	16 807
Total	**229**	**100%**	

Lecture : Sur les 229 nouveaux « juniors » de 2023 ayant quitté (sans retour) le périmètre entre 2024 et 2025, 83 se sont tourner vers le secteur audiovisuel.

229 jeunes entrants de 2023 ne sont plus observés dans la branche en 2024 et 2025 : parmi eux, 121 ne sont plus identifiés dans le périmètre couvert par Audiens (spectacle vivant, audiovisuel et presse), **83 exercent dans une autre branche de l'audiovisuel** (prestation technique, production audiovisuelle ou cinématographique) et 25 dans un autre secteur couvert par Audiens, notamment le spectacle vivant.

Pour conclure, sur les 509 jeunes « intermittents » insérés dans la production de films d'animation en 2023 :

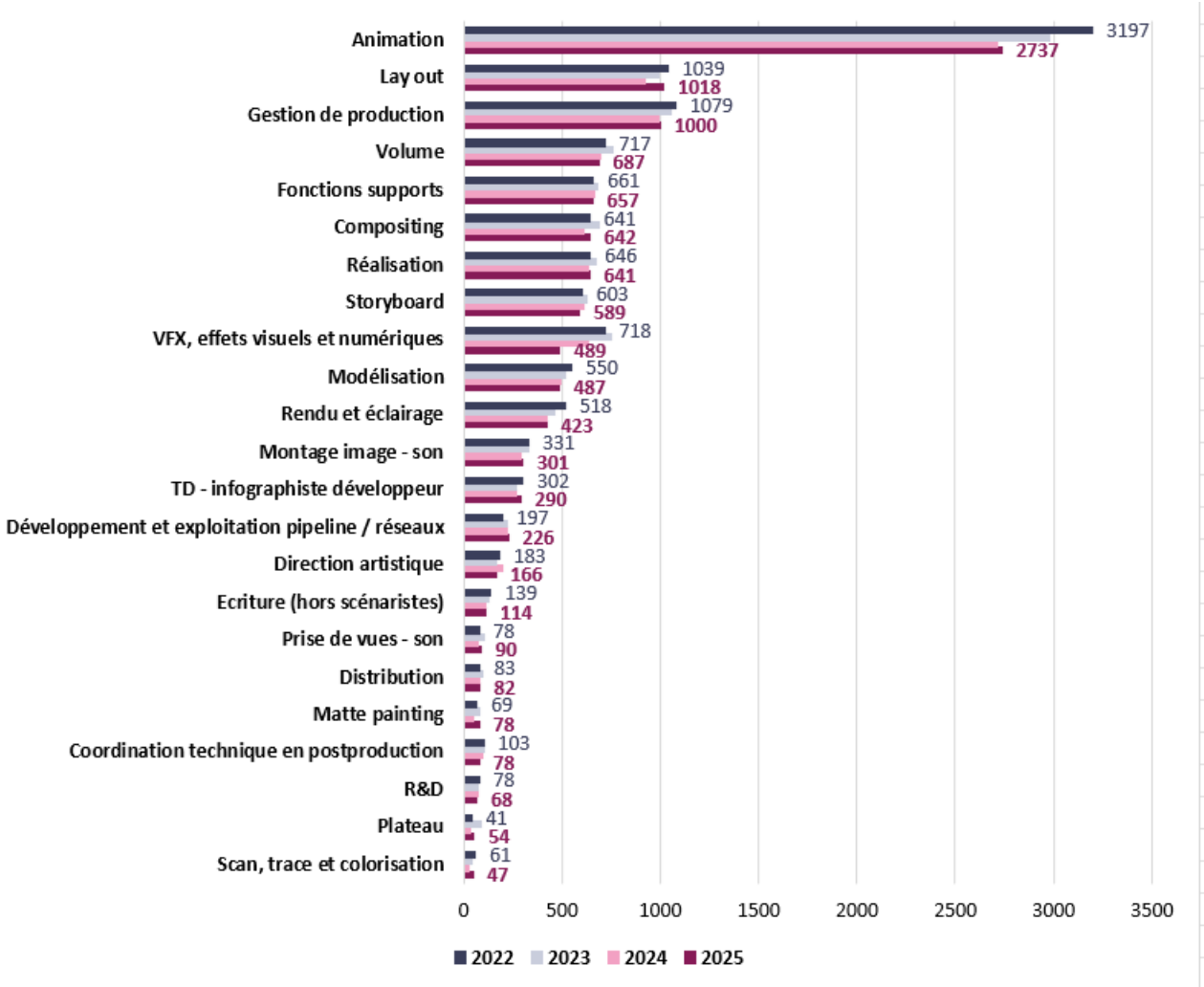
- **49,9 % ont travaillé dans le secteur en 2024 et 2025 (254 salariés) ;**
- **16,3 % sont partis vers une autre branche de l'audiovisuel (83 salariés) ;**
- **28,7 % ont quitté le secteur audiovisuel (146 salariés) ;**
- 5,1 % sont revenus dans le périmètre de l'animation en 2025 après être partis en 2024 (26 salariés).

Les métiers de l'animation

Les libellés d'emploi sont déclarés dans les déclarations sociales nominatives (DSN) brutes.
À noter que, dans la DSN, le libellé d'emploi est un champ de saisie libre.
La nomenclature des familles de métiers a été établie par le comité de pilotage de l'étude « Besoins en compétences » et la CPNEF de l'audiovisuel.
L'ensemble des métiers déclarés a pu être affecté à une famille. À noter que certains métiers connus du secteur de l'animation, comme les métiers du rigging et du build ou les métiers du dessin, n'ont pu être définis de façon dissociée par manque d'effectifs déclarés avec ce niveau de détail. Les personnes ont en effet dû être déclarées par les employeurs sous un libellé plus agrégé.
Cette année, les réalisateurs, bien qu'ils relèvent de l'annexe 10, ont été réintégrés au périmètre.

Entre 2024 et 2025, on observe une stabilité des effectifs dans la plupart des métiers qui emploient le plus de personnes. Notons une augmentation sensible dans les métiers du layout (+10 %) et du compositing (+6 %).

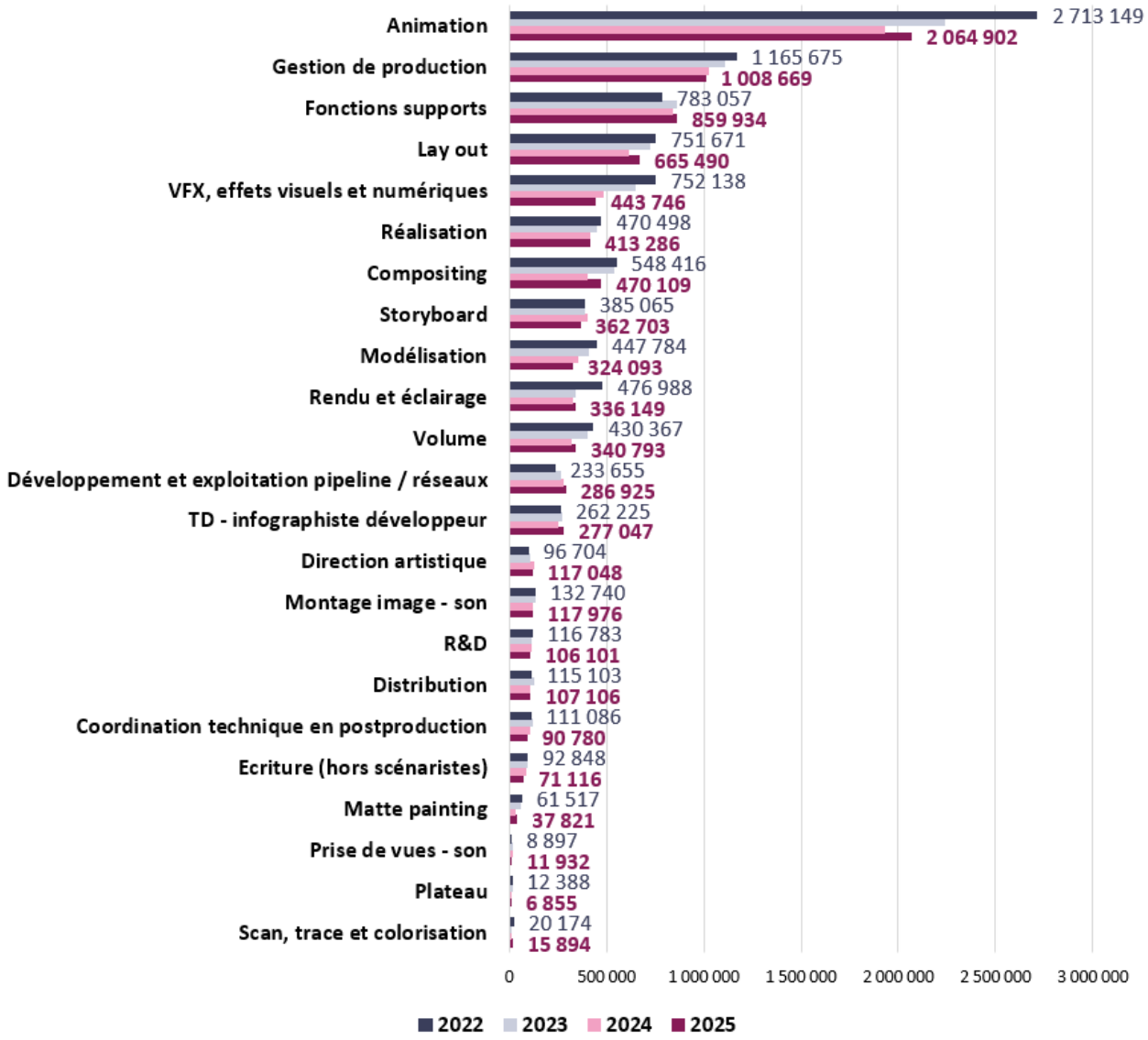
Figure 13 : Effectifs 2022 à 2025 en nombre de personnes par famille de métiers



Lecture : En 2022, 3 197 personnes différentes ont été déclarées dans la famille des métiers de l'animation, contre 2 737 en 2025.

Comme pour les effectifs, le nombre d'heures a augmenté en 2025 pour les métiers du layout (+8 %) et du compositing (+18 %). Le volume de travail est également en hausse pour les animateurs (+7 %).

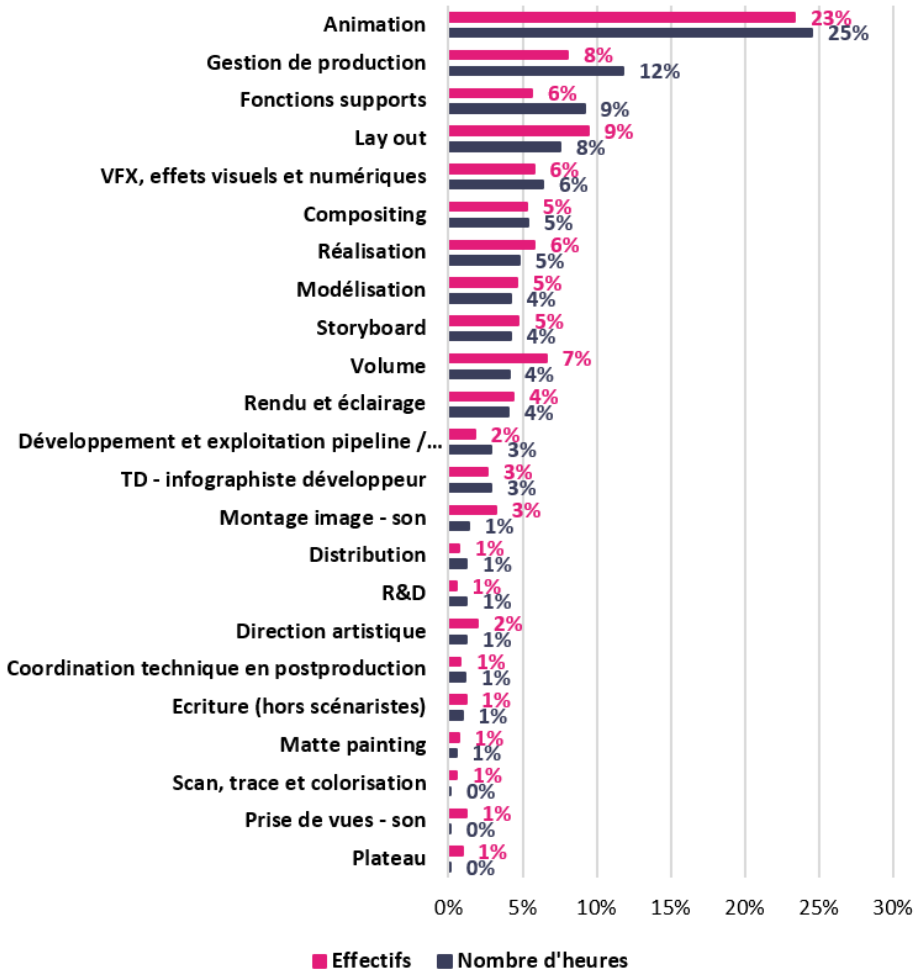
Figure 14 : Nombre d'heures de 2022 à 2025 déclarées par famille de métiers



Lecture : En 2025, 1 million d'heures ont été déclarées dans les métiers de la gestion de production.

En proportion, les métiers de l'animation représentent 25 % du nombre d'heures déclarées dans le secteur (pour 23 % des effectifs). Ils sont suivis par les métiers de la gestion de production avec 12 % du nombre d'heures déclarées (pour 8 % des effectifs).

Figure 15 : Répartition des effectifs et des heures déclarés en 2025 par famille de métiers



Lecture : En 2025, 5 % des effectifs et 4 % des heures déclarées sont relatifs à un métier de la famille du storyboard.

Les femmes dans l'animation

Entre 2018 et 2025, la part des femmes augmente sur tous les indicateurs d'activité : effectifs, nombre d'heures, et masse salariale. **En 2024 et 2025, la situation se stabilise** au plus haut niveau, malgré des évolutions diverses selon le type de contrat : en 2025, **la part d'activité féminine est en baisse parmi les CDI et en hausse parmi les CDDU.**

Tableau 9 : Evolution de la part des femmes dans les effectifs, dans l'activité en nombre d'heures et en masse salariale

	Part relative au travail des femmes							
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Effectifs	37%	38%	39%	41%	42%	44%	44%	44%
Nombre d'heures	36%	37%	39%	40%	41%	43%	43%	43%
Masse salariale	34%	34%	36%	37%	39%	40%	39%	41%

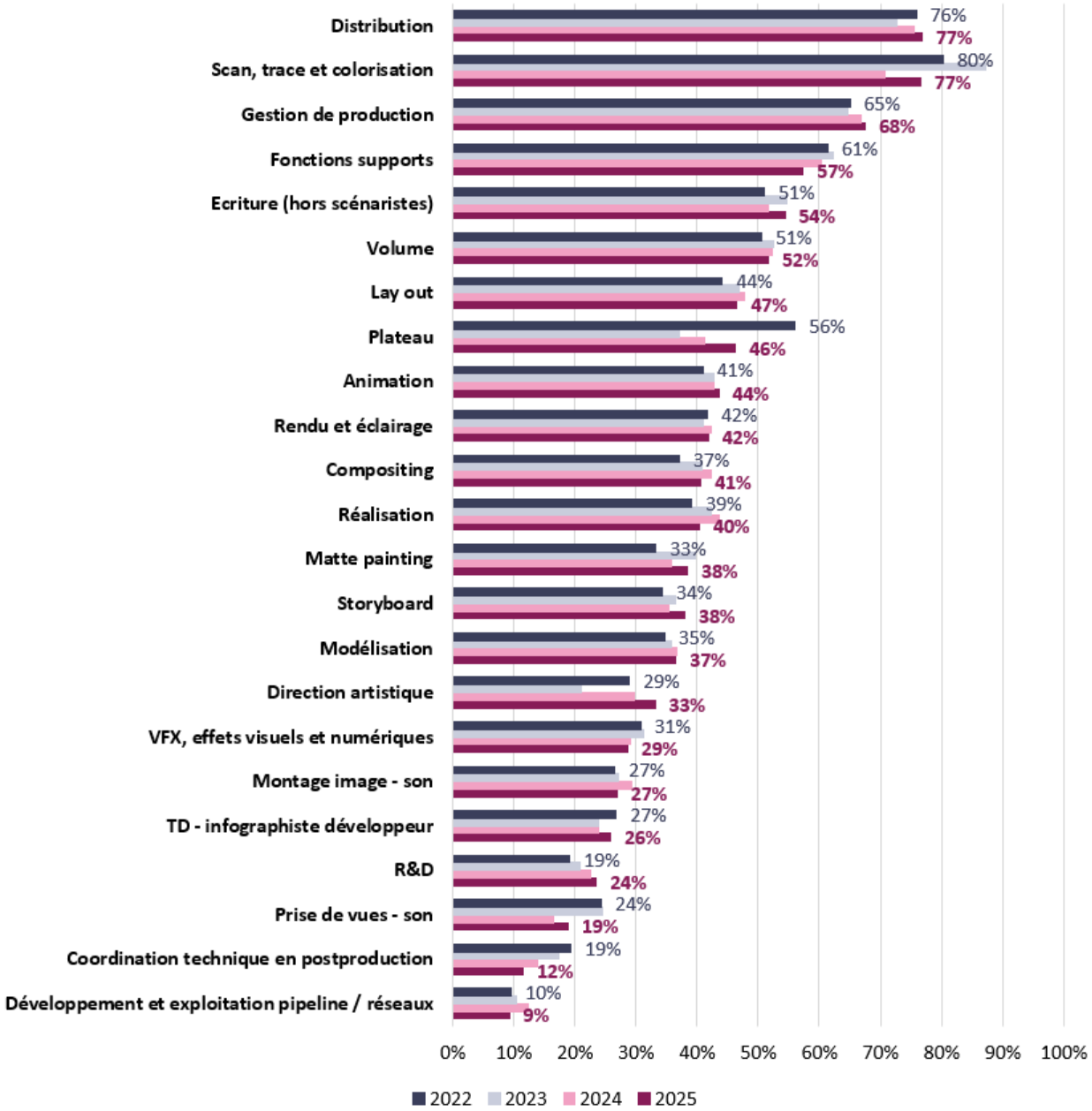
Lecture : En 2025, 44 % des effectifs globaux du secteur étaient des effectifs féminins.

Les femmes sont particulièrement présentes dans les métiers de début et de fin de projet : en 2025, elles sont 77 % dans les métiers de la distribution et 68 % dans les métiers de la gestion de production. Enfin, 57 % des fonctions supports sont aussi exercées par des femmes.

Dans les métiers de l'animation, qui constituent la famille de métiers la plus représentée en effectifs, les femmes représentent 44 % des effectifs en 2025, contre 41 % en 2022.

Depuis 2022, la part des femmes a augmenté dans la plupart des métiers techniques les plus représentés en effectifs : animation, layout, gestion de production, volume, compositing, réalisation ou encore storyboard.

Figure 16 : Répartition des effectifs féminins (en %) dans chacune des familles de métiers et évolution entre 2022 et 2025



Lecture : En 2025, les femmes représentent 77 % des effectifs des métiers de la distribution.

Écarts de salaire horaire entre les femmes et les hommes aux postes intermittents

Dans cette partie, nous allons comparer le salaire horaire médian des femmes et des hommes pour divers métiers. Ici il ne s'agit pas de familles de métiers comme précédemment, mais bien de postes précis issus de la nomenclature France Travail. Audiens n'ayant accès à cette donnée que pour les CDD d'usage, seuls les « intermittents » seront étudiés ici.
Pour chaque population étudiée (selon le métier, le genre ou l'âge), la moitié des heures travaillées est rémunérée à un taux inférieur au salaire horaire médian, et l'autre moitié à un taux supérieur.
La liste des métiers n'est pas exhaustive : seuls les métiers les plus représentés en effectifs sont étudiés ici.
Par souci de consistance statistique, les salaires médians par tranche d'âge ne sont indiqués que si les populations étudiées représentent plus de 40 individus.

Tableau 10 : Salaire médian par poste en 2025

Métier	Effectifs	%Femmes	Salaire horaire médian	Salaire F	Salaire H	Ecart F/H
Animateur	**1 580**	**41%**	**22,6 €**	**21,4 €**	**22,9 €**	**-6%**
< 30 ans	507	50%	21,3 €	20,0 €	21,4 €	-7%
30-40 ans	778	42%	22,9 €	22,6 €	23,0 €	-2%
40-50 ans	258	24%	24,3 €	22,9 €	25,0 €	-9%
> 50 ans	37	16%			24,3 €	
Chargé de production	**317**	**71%**	**22,9 €**	**22,9 €**	**22,9 €**	**-0%**
< 30 ans	116	73%	21,4 €	21,4 €	21,4 €	+0%
30-40 ans	144	69%	23,6 €	23,6 €	23,6 €	-0%
40-50 ans	41	68%	23,6 €			
> 50 ans	16	81%				
Dessinateur lay-out	**201**	**52%**	**22,9 €**	**22,9 €**	**24,3 €**	**-6%**
< 30 ans	69	65%	22,9 €	22,7 €		
30-40 ans	95	56%	24,3 €	24,3 €	24,3 €	+0%
40-50 ans	26	27%				
> 50 ans	11	0%				
Décorateur	**495**	**49%**	**22,9 €**	**21,4 €**	**24,3 €**	**-12%**
< 30 ans	136	58%	20,0 €	20,0 €	22,9 €	-13%
30-40 ans	233	52%	22,9 €	22,9 €	24,3 €	-6%
40-50 ans	75	37%	25,7 €		26,4 €	
> 50 ans	51	27%	25,7 €		25,7 €	
Infographiste compositing	**535**	**39%**	**21,2 €**	**20,1 €**	**21,5 €**	**-6%**
< 30 ans	166	51%	19,3 €	19,3 €	19,3 €	+0%
30-40 ans	206	44%	22,3 €	21,4 €	22,9 €	-6%
40-50 ans	129	18%	25,6 €		24,3 €	
> 50 ans	34	35%				

Lecture : En 2025, sur les 1 580 animateurs en CDDU, le salaire horaire médian est de 22,6 € dans l'ensemble. Les animatrices ont un salaire horaire médian de 21,4 €, soit 6 % de moins que celui de leurs homologues masculins.

Tableau 10 (suite) : Salaire médian par poste en 2025

Métier	Effectifs	%Femmes	Salaire horaire médian	Salaire F	Salaire H	Ecart F/H
Infographiste de modélisation	**348**	**36%**	**22,1 €**	**21,4 €**	**22,3 €**	**-4%**
< 30 ans	128	48%	20,0 €	20,1 €	19,0 €	+6%
30-40 ans	167	34%	22,9 €	23,6 €	22,9 €	+3%
40-50 ans	45	18%	27,1 €		27,1 €	
> 50 ans	8	0%				
Infographiste lay-out	**336**	**47%**	**21,4 €**	**20,6 €**	**21,4 €**	**-4%**
< 30 ans	102	59%	19,8 €	19,7 €	19,8 €	-1%
30-40 ans	157	47%	21,4 €	21,4 €	24,1 €	-11%
40-50 ans	56	32%	24,3 €		25,5 €	
> 50 ans	21	24%				
Réalisateur	**389**	**31%**	**29,3 €**	**28,9 €**	**30,0 €**	**-4%**
< 30 ans	42	62%	28,9 €			
30-40 ans	117	44%	29,3 €	28,9 €	29,3 €	-1%
40-50 ans	130	22%	30,0 €		30,0 €	
> 50 ans	100	14%	30,0 €		30,0 €	
Story-boarder	**510**	**36%**	**28,6 €**	**28,6 €**	**28,6 €**	**+0%**
< 30 ans	81	54%	27,1 €	27,1 €	28,6 €	-5%
30-40 ans	208	50%	28,6 €	28,6 €	28,6 €	+0%
40-50 ans	129	21%	28,6 €		28,6 €	
> 50 ans	92	10%	28,6 €		28,6 €	

Lecture : En 2025, sur les 167 infographistes de modélisation en CDDU ayant entre 30 et 40 ans, le salaire horaire médian est de 22,9 € dans l'ensemble. La profession, pour cette tranche d'âge, compte 34 % de femmes. Ces dernières se voit attribuer un salaire horaire médian 3 % supérieur à celui de leurs homologues masculins.

Le métier d'animateur (1 580 salariés), compte 41 % de femmes. Le salaire horaire médian s'élève à 22,6 €, soit 21,4 € pour les femmes et 22,9 € pour les hommes, un écart de -6 %. Il atteint -7 % chez les moins de 30 ans, -2 % chez les 30-40 ans (tranche d'âge la plus représentée) et -9 % chez les 40-50 ans, dont la part des femmes ne représente que 24 % des effectifs.

Plusieurs métiers présentent un écart global nul ou modéré : chargé de production (0 %), story-boarder (0 %), infographiste de modélisation (-4 %), infographiste lay-out (-4 %) et réalisateur (-4 %).

À certains postes, la répartition par âge des femmes et des hommes contribue à l'écart global. Chez les réalisateurs, l'écart global est de -4 %, alors que l'écart est de -1 % chez les 30-40 ans : les femmes représentent 62 % des moins de 30 ans (28,9 €/h) et 22 % des 40-50 ans (30,0 €/h). Une répartition comparable est observée chez les infographistes de modélisation (48 % de femmes avant 30 ans, 18 % entre 40 et 50 ans, avec un écart de +6 % avant 30 ans) et chez les infographistes compositing (51 % de femmes avant 30 ans, 18 % entre 40 et 50 ans, avec un écart nul avant 30 ans).

Les écarts globaux les plus élevés concernent les décorateurs (-12 %). On constate également un effet de structure : chez les décorateurs, les femmes représentent 58 % des moins de 30 ans, tranche au salaire horaire médian le plus bas, et 27 % après 50 ans.
Cet effet de structure n'explique que partiellement l'écart global : on relève une disparité à âge comparable (-13 % chez les décorateurs de moins de 30 ans).

Données régionales

En 2025, le secteur compte 244 établissements (pour 220 entreprises, voir page 12).
Est comptée comme établissement la présence de l'entreprise dans un département.
Dans le détail, 95 % de la masse salariale du secteur repose sur quatre régions :

- L'Île-de-France concentre 76 % de la masse salariale en 2025 ;
- La Nouvelle-Aquitaine (9 % de la masse salariale) demeure la première région du secteur hors Île-de-France, devant l'Occitanie (5 %) et l'Auvergne-Rhône-Alpes (5 %) ;
- La région des Hauts-de-France enregistre la plus forte baisse de masse salariale en 2025 : -1,4 M€, soit une baisse de 27 %.

Tableau 11 : Evolution du top 8 des régions et des départements en termes de masse salariale

2022	Nombre établissements	Effectifs	Masse salariale	2024	Nombre établissements	Effectifs	Masse salariale	2025	Nombre établissements	Effectifs	Masse salariale
Ile-de-France	123	6 775	207 612 k€	Ile-de-France	131	6 342	178 081 k€	Ile-de-France	139	6 341	177 462 k€
Nouvelle-Aquitaine	31	1 621	28 000 k€	Nouvelle-Aquitaine	31	1 346	22 178 k€	Nouvelle-Aquitaine	33	1 246	20 965 k€
Auvergne-Rhône-Alpes	22	1 031	15 727 k€	Occitanie	11	700	12 779 k€	Occitanie	12	766	12 869 k€
Occitanie	11	631	12 011 k€	Auvergne-Rhône-Alpes	23	847	11 717 k€	Auvergne-Rhône-Alpes	27	839	12 008 k€
Hauts-de-France	11	476	7 265 k€	Hauts-de-France	14	391	5 260 k€	Hauts-de-France	13	281	3 821 k€
PACA	5	182	2 081 k€	Outre Mer	2	152	2 545 k€	Outre Mer	2	178	2 494 k€
Bretagne	4	171	1 933 k€	PACA	6	107	1 797 k€	PACA	8	140	1 867 k€
Outre Mer	2	108	1 665 k€	Bretagne	5	171	1 681 k€	Bretagne	5	170	1 706 k€

2022	Nombre établissements	Effectifs	Masse salariale	2024	Nombre établissements	Effectifs	Masse salariale	2025	Nombre établissements	Effectifs	Masse salariale
Paris	101	6 001	183 418 k€	Paris	107	5 446	150 703 k€	Paris	116	5 068	137 946 k€
Charente	29	1 458	25 278 k€	Charente	30	1 195	20 309 k€	Hauts-de-Seine	13	968	21 836 k€
Hauts-de-Seine	11	510	10 997 k€	Hauts-de-Seine	12	695	15 170 k€	Charente	31	1 084	19 397 k€
Seine-Saint-Denis	8	677	10 342 k€	Garonne	4	513	9 854 k€	Seine-Saint-Denis	6	848	15 311 k€
Drôme	11	629	9 481 k€	Seine-Saint-Denis	7	646	9 649 k€	Garonne	4	465	8 115 k€
Nord	11	476	7 265 k€	Drôme	12	525	6 641 k€	Drôme	16	471	5 523 k€
Hérault	7	302	6 324 k€	Nord	14	391	5 260 k€	Hérault	8	312	4 753 k€
Garonne	4	331	5 687 k€	Hérault	7	191	2 925 k€	Nord	13	281	3 821 k€

Lecture : En 2025 en Occitanie, 12 établissements ont déclaré une activité dans le secteur, représentant 766 personnes différentes et 12,9 M€ de masse salariale.
ss : secret statistique pour la masse salariale relative à 3 établissements ou moins.

Annexe 1 : périmètre de l'étude

Pour être au plus près de l'activité du secteur, le périmètre est revu chaque année.

Raison sociale	*Ville*	*Remarques*
12 24 FILMS	LYON	
2 MINUTES	ANGOULEME	
2 MINUTES	PARIS	
2 MINUTES ANIMATION	ANGOULEME	
2 MINUTES REUNION	LE PORT	
2D 3D ANIMATIONS	ANGOULEME	
2DHD	BEZIERS	
2DHD	LE SOLER	
3 0 STUDIO	ANGOULEME	
3 0 STUDIO	PARIS	
3POMMES	PARIS	
4 21 PRODUCTIONS	PARIS	
AKAMI	PARIS	
ALCYDE STUDIO	PARIS	
ALUMA PRODUCTIONS	LILLE	
AM STRAM GRAM	MEUDON	
AMOPIX	CRAN GEVRIER	
AMOPIX	STRASBOURG	
AMUSE	PARIS	
ANDARTA PICTURES	BOURG LES VALENCE	
ANDARTA PICTURES	MARSEILLE	
ANIMAJ	PARIS	
ANIMALPS PRODUCTIONS	ANNECY	
ANKAMA ANIMATIONS	PARIS	
ANKAMA ANIMATIONS	ROUBAIX	
ATLANTIZ PARK	ANGOULEME	
AUTOUR DE MINUIT PRODUCTIONS	PARIS	
AUTOUR DU VOLCAN STUDIOS	PARIS	
BANJO STUDIO	PARIS	
BAYARD JEUNESSE PRODUCTION	MALAKOFF	
BEAUX ET BIEN HABILLES	LILLE	
BIG COMPANY	LYON	
BLUE SPIRIT	PARIS	
BLUE SPIRIT LAB	ANGOULEME	
BLUE SPIRIT LAB	PARIS	
BLUE SPIRIT PRODUCTIONS	PARIS	
BLUE SPIRIT STUDIO	ANGOULEME	
BLUE SPIRIT STUDIO	PARIS	
BOBBY PROD	BRUNOY	
BOBBYPILLS	ANGOULEME	
BOBBYPILLS	MONTREUIL	
BRIO FILMS	PARIS	
BRUNCH STUDIO	PARIS	

BUF COMPAGNIE	NANTES	
BUF COMPAGNIE	PARIS	
CARIBARA ANIMATION	ANGOULEME	
CARIBARA ANIMATION	PARIS	
CARIBARA ANNECY	CRAN GEVRIER	
CARIBARA PRODUCTION	PARIS	
CHARADES PRODUCTIONS	PARIS	
CHROMATIK	AVIGNON	
CIEL DE PARIS PRODUCTIONS	PARIS	Est exclu du périmètre le film Macadam Pop Corn.
CIELO FILMS	MEYLAN	
CIRCUS	PARIS	
COMPTOIR ANGOUMOISIN D ANIMATION	ANGOULEME	
CORTEX PRODUCTIONS	ANGOULEME	
COSMIC PRODUCTION	PARIS	
COTTONWOOD MEDIA	PARIS	
CREATIVE TOUCH STUDIOS	VALENCIENNES	
CROSS RIVERS PRODUCTIONS	PARIS	
CUBE CREATIVE COMPUTER COMPANY	PARIS	
CUBE CREATIVE PRODUCTIONS	PARIS	
CYBER GROUP STUDIOS	PARIS	
CYBER GROUP STUDIOS	ROUBAIX	
DADA! ANIMATION	PARIS	
DANDELOOO	PARIS	
DARGAUD MEDIA	PARIS	Est exclu du périmètre le film C'est comme ça.
DELPHI	PARIS	
DIGITAL BANANA STUDIO	PARIS	
DONCVOILA PRODUCTIONS	PARIS	
DOUBLE METRE ANIMATION	QUIMPER	
DUETTO	AVIGNON	
DUPUIS EDITION AUDIOVISUEL	PARIS	
DWARF ANIMATION STUDIO	PEROLS	
DWARF ENTERTAINMENT	PEROLS	
EASY PEASY ENTERTAINMENT	PARIS	
EBB PRODUCTIONS	PARIS	
EDDY CINEMA	PARIS	
ELLIPSANIME PRODUCTIONS	PARIS	
ELLIPSE STUDIO	ANGOULEME	
ELLIPSE STUDIO	PARIS	
EVERYBODY ON BOARD PRODUCTIONS	PARIS	
EXECUTIVE TOON SERVICES	PARIS	
FANTABULOUS	PARIS	
FOLIASCOPE	SAINT PERAY	
FOLIMAGE	BOURG LES VALENCE	
FOLIMAGE	VALENCE	
FOLIMAGE ANIMATION	BOURG LES VALENCE	
FOLIMAGE ANIMATION	VALENCE	
FOLIVARI	MONTROUGE	
FOLIVARI	PARIS	Est exclu du périmètre le film Les malheurs de Sophie et Ma famille et le Loup,

FOLIVARI INTERNATIONAL	PARIS	
FORTICHE ANIMATION	MONTPELLIER	
FORTICHE FILMS	PARIS	
FORTICHE PRODUCTION	PARIS	
FOST	ANGOULEME	
FOST	MONTROUGE	
FOST	PARIS	
FRIGO FILMS	ANGOULEME	
FROG BOX	PARIS	
FUTURIKON	PARIS	Est exclu du périmètre le film Chronique d'une récrée.
FUTURIKON FILMS	PARIS	
FUTURIKON SPV	PARIS	
GAO SHAN ANNECY	ANNECY	
GAO SHAN PICTURES	ST PAUL	
GAUMONT ANIMATION	NEUILLY SUR SEINE	
GAUMONT PRODUCTION ANIMATION	NEUILLY SUR SEINE	
GAUMONT PRODUCTION ANIMATION	PARIS	
GEDEON PROGRAMMES	PARIS	
GO N INTERNATIONAL	PARIS	
GO N PRODUCTIONS	PARIS	
GOLEM&LINEA	ANGOULEME	
HARI	PARIS	
HARI INTERNATIONAL	PARIS	
HARI STUDIOS	ANGOULEME	
HARI STUDIOS	PARIS	
HARI TECHNOLOGY	PARIS	
HARRIET PRODUCTIONS	PARIS	
HAVE A NICE DAY FILMS	LILLE	
HAVE A NICE DAY STUDIO	LILLE	
HOLY BIRD ANIMATION STUDIO	ANGERS	
IKKI FILMS	TOURS	
ILLOGIC STUDIOS	MONTPELLIER	
ILLUMINATION STUDIOS PARIS	PARIS	
IN EFECTO	PARIS	
INTHEBOX	ANNECY	
JE SUIS BIEN CONTENT	MONTREUIL	
JE SUIS BIEN CONTENT	PARIS	
JPL FILMS	RENNES	
JUFOX	PARIS	
JULIANNE FILMS	ROMANS SUR ISERES	
JUNGLER	SAINT DENIS	
JUST KIDS	PARIS	
KARLAB	MONTPELLIER	
KAZOO ANIMATION	TOURCOING	
KENCHANA	PARIS	
KING SIZE FX	PARIS	
L INCROYABLE STUDIO	NANTES	
LA CABANE PRODUCTIONS	PARIS	
LA CHOUETTE COMPAGNIE	MONTREUIL	

LA FACTORIE	LILLE	
LA FACTORIE	PARIS	
LA GRANGE ANIMATION STUDIOS	POMAREZ	
LA MAISON	PARIS	
LA STATION ANIMATION	PARIS	
LABEL ANIM	PARIS	
LAIDAK FILMS	DIEULEFIT	
LE STUDIO	MARSEILLE	
LE STUDIO PERSONNE N EST PARFAIT	RENNES	
LES AFFRANCHIS	TOULOUSE	
LES ARMATEURS	PARIS	
LES ASTRONAUTES	BOURG LES VALENCE	
LES ASTRONAUTES STUDIO	AVIGNON	
LES ASTRONAUTES STUDIO	BOURG LES VALENCE	
LES CARTOONEURS ASSOCIES	PARIS 19	
LES FEES SPECIALES	AVIGNON	
LES FEES SPECIALES	MONTPELLIER	
LES FILMS A CARREAUX	CREST	
LES FILMS D ICI	PARIS	
LES FILMS DE L ARLEQUIN	PARIS	
LES FILMS DE LA PERRINE	PARIS	
LES FILMS DU NORD	LILLE	
LES FILMS DU POISSON ROUGE	ANGOULEME	
LES INDISCRETS	ANNECY	
LES PRODUCTIONS VIVEMENT LUNDI	RENNES	
LITTLE BIG STORY PICTURES	PARIS	
LOOPS CREATIVE STUDIO	ANGOULEME	
MAC GUFF LIGNE	PARIS	
MADGIC	PARIS	
MADLAB ANIMATIONS	ROUBAIX	
MALIL ART PRODUCTIONS	ANGOULEME	
MARTENITSA PRODUCTIONS	BOURG LES VALENCE	
MAYBE MOVIES	IVRY SUR SEINE	
MAYBE MOVIES	PARIS	Les films pris en compte sont : 'Zombillenium' & 'Calamity',
MEDIA VALLEY	PARIS	
MEDIATOON DISTRIBUTION	PARIS	
MEDIAWAN KIDS & FAMILY	CLICHY	
MEDIAWAN KIDS & FAMILY CINEMA	PARIS	
METHOD ANIMATION	CLICHY	
METHOD ANIMATION	PARIS	
MIAM ANIMATION	PARIS	
MIAM DISTRIBUTION	PARIS	
MIAM STUDIO	PARIS	
MIKROS ANIMATION	NEUILLY SUR SEINE	
MIKROS ANIMATION	PARIS	
MIKROS IMAGE	BOULOGNE BILLANCOURT	
MIKROS IMAGE	ISSY LES MOULINEAUX	
MIKROS IMAGE	PARIS	

MILLIMAGES	PARIS	
MIRACULOUS CORP	CLICHY	
MIRACULOUS CORP	PARIS	
MIST	ANGOULEME	
MIST	BOURG LES VALENCE	
MIST	MARSEILLE	
MIST	PARIS	
MIYU PRODUCTIONS	ANGOULEME	
MIYU PRODUCTIONS	ARLES	
MIYU PRODUCTIONS	BOURG LES VALENCE	
MIYU PRODUCTIONS	PARIS	
MONDO TV FRANCE	PARIS	
MONELLO PRODUCTIONS	CLICHY	
MONKEY EGGS ANIMATION	ARCUEIL	
MOON KEYS INTERNATIONAL CONTENT	PARIS	
MOUKDA PRODUCTION	VILLEPINTE	
MOVING PUPPET	PARIS	Est exclu du périmètre le film Yetili.
MR LOYAL	AVIGNON	
MRRAZ	SAINT DENIS	
NALU	AUBERVILLIERS	
NAYADE	GOND PONTOUVRE	
NOODLES PRODUCTION	PARIS CEDEX 13	
NORD OUEST FILMS	PARIS	Seuls trois films sont pris en compte : 'Les contes de la nuit', 'Dragons et princesses' & 'Dilili à Paris',
NORE	TOURCOING	
NORMAAL	PARIS	
NORMAAL ANGOULEME	ANGOULEME	
NORMAN STUDIOS	PARIS	Seul le film Playmobil est pris en compte.
NOVANIMA	CASTELS ET BEZENAC	
OCTOPOLIS	PARIS	
OLLENOM STUDIO	CLICHY	
ONCE UPON A TOON	ANGOULEME	
OOOLALA	BOURG LES VALENCE	
OSCARB STUDIO	ALFORT VILLE	
OUIDO PRODUCTIONS	PARIS	
OUIDO STUDIO LIFT GROUP	PARIS	
PAN ANIMATION	PARIS	
PAPY3D PRODUCTIONS	PARIS	
PARMI LES LUCIOLES FILMS	VALENCE	
PASSION PARIS PRODUCTION	PARIS	
PGS STUDIOS	PARIS	
PHILIPPE MOUNIER MARKETING PRODUCTION	PARIS	
PICOLO PICTURES	PARIS	
PICTAK CIE	SAINTE SOLINE	
PIPANGAI PRODUCTIONS	LE PORT	Le personnel « permanent » ne cotise pas à Audiens en retraite complémentaire.
PLANET NEMO ANIMATION	PARIS	
PLANET NEMO ANIMATION	ROUBAIX	

PRIMA LINEA PRODUCTIONS	ANGOULEME	
PRIMA LINEA PRODUCTIONS	PARIS	
PRINCESS SAM PICTURES	LYON	
PROCIDIS	NEUILLY SUR SEINE	
PUFFIN PICTURES	RENNES	
PULP	PARIS	
PUPP S MOTION STUDIO	RENNES	
RAINBOX PRODUCTIONS	LILLE	
REALMIC QUESTS	PARIS	
REMEMBERS	PARIS	
REMEMBERS CO	PARIS	
SACREBLEU PRODUCTIONS	PARIS	
SAFARI DE VILLE	PARIS	
SAMKA ANIMATION	PARIS	
SAMKA ANIMATION	PARIS CEDEX 10	
SAMKA PRODUCTIONS	PARIS	
SCALAE PRODUCTIONS	ANGERS	
SCHMUBY PRODUCTIONS	ANGOULEME	
SHAN TOO	ANGOULEME	
SILEX	PARIS	
SILEX ANIMATION	ANGOULEME	
SOLIDANIM	SAINT YRIEIX SUR CHARENTE	
SOLIDANIM	ST YRIEIX SUR CHARENTE	
SOMEWHERE ANIMATION	CLICHY	
SPARKLING	PARIS	
STEEL ANIMATION	BONDOUFLE	
STIM STUDIO	ANGOULEME	
STIM STUDIO	LYON	
STORY	PARIS	
STUDIO 100 ANIMATION	PARIS	
STUDIO KAMIGAMI	LA TESTE DE BUCH	
STUDIO LA CACHETTE	PARIS	
STUDIO MANETTE	LYON	
STUDIO O	PARIS	
STUDIO REDFROG	LILLE	
STUPIDR	PARIS	
SUN CREATURE FRANCE	ANGOULEME	
SUN CREATURE FRANCE	BEGLES	
SUPAMONKS	ARCUEIL	
SUPAMONKS	MONTPELLIER	
SUPERPROD	ANGOULEME	
SUPERPROD	PARIS	
SYLVAIN CHOMET S PICTURE BOX	PARIS	
TANT MIEUX PROD	PARIS	
TAT PRODUCTIONS	TOULOUSE	
TAT STUDIO	TOULOUSE	
TEAMTO	BOURG LES VALENCE	
TEAMTO	PARIS	

TEAMTO ANIMATION	BOURG LES VALENCE	
TEAMTO ANIMATION	PARIS	
TEAMTO BOURG LES VALENCE	BOURG LES VALENCE	
TEAMTO FILMS	BOURG LES VALENCE	
TEAMTO FILMS	PARIS	
TEAMTO STUDIO	PARIS	
TEAMTO TECHNOLOGY	BOURG LES VALENCE	
TEAMTO TECHNOLOGY	PARIS	
TECHNICOLOR ANIMATION PRODUCTIONS	PARIS	
TF1 PRODUCTION	BOULOGNE BILLANCOURT	Seules trois séries sont prises en compte 'Mini Ninjas', 'Splat the cat' & 'Trop royal',
THE BEAST MAKERS	MONTPELLIER	
THE MAGICAL SOCIETY BY JOANN SFAR	PARIS	
TITMOUSE FRANCE	PARIS	
TNZPV ANNECY	ANNECY	
TNZPV HOLDING	ARLES	
TNZPV STUDIO	ARLES	
TOKU	ANGOULEME	
TOON FACTORY	PARIS	
TOONKIT	ANGOULEME	
UBISOFT CREATION	MONTREUIL	
UBISOFT INTERNATIONAL	ST MANDE	
UBISOFT MOTION PICTURES RABBIDS	SAINT MANDE	
UN JE NE SAIS QUOI	BORDEAUX	
UNIQUE ANIMATION	ANGOULEME	
UNIQUE ANIMATION	PARIS CEDEX 10	
UTOPI	PARIS	
VANILLA SEED	ANGOULEME	
WATCH NEXT MEDIA	PARIS	
WERLEN IPSUM	ASNIERES SUR SEINE	
WHITE STAR	PARIS	
XBO FILMS	TOULOUSE	
XILAM ANIMATION	PARIS	Est exclu du périmètre Si j'étais un animal.
XILAM FILMS	PARIS	
XILAM MULTIMEDIA	PARIS	
XILAM STUDIO	VILLEURBANNE	
XILAM STUDIO ANGOULEME	ANGOULEME	
XILAM STUDIO PARIS	PARIS	
ZAGTOON	PARIS	
ZEPHYR ANIMATION	PARIS	
ZODIAK KIDS STUDIO FRANCE	NEUILLY SUR SEINE	
ZODIAK KIDS STUDIO FRANCE	PARIS	

Annexe 2 : tableaux complémentaires

Les entreprises

Tableau 12 : Taille de l'entreprise = nombre de salariés déclarés au moins une fois dans l'année

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
De 1 à 19	77	71	71	61	74	83	86	96
De 20 à 49	36	43	51	56	49	52	54	60
De 50 à 99	37	39	34	37	35	35	36	30
100 et plus	31	29	28	29	38	35	33	34
Total entreprises	**181**	**182**	**184**	**183**	**196**	**205**	**209**	**220**
Part 50 salariés et plus	**38%**	**37%**	**34%**	**36%**	**37%**	**34%**	**33%**	**29%**

Masse salariale

Tableau 13 : Masse salariale brute par type de contrat, en M€

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
CDI	38,2	44,0	45,3	50,8	61,9	67,0	68,7	68,0
CDD	3,5	3,8	3,4	4,3	9,8	8,3	3,5	3,6
Dont alternants	*1,1*	*1,2*	*1,2*	*1,4*	*1,8*	*2,3*	*1,9*	*2,2*
CDDU	130,4	142,8	138,8	168,3	205,3	187,5	164,5	162,4
Total	**172,1**	**190,6**	**187,4**	**223,4**	**277,0**	**262,8**	**236,8**	**234,0**
Evolution		***11%***	***-2%***	***19%***	***24%***	***-5%***	***-10%***	***-1%***

Les salariés

Tableau 14 : Effectifs par catégorie professionnelle

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
CDI cadre	630	697	721	796	904	976	961	987
CDI non-cadre	190	240	247	264	308	313	301	330
Total CDI	**809**	**929**	**951**	**1 049**	**1 190**	**1 271**	**1 242**	**1 302**
CDD cadre	60	49	50	64	47	30	78	33
CDD non cadre	342	322	317	330	383	362	365	347
Dont alternant	*155*	*150*	*171*	*202*	*238*	*246*	*234*	*231*
Total CDD	**400**	**368**	**366**	**392**	**429**	**390**	**443**	**378**
CDDU cadre	2 534	2 500	2 585	3 123	3 345	3 471	3 198	3 007
CDDU non cadre	5 287	5 386	5 159	6 039	6 502	6 244	5 678	5 707
Total CDDU	**7 083**	**7 171**	**6 971**	**8 221**	**8 821**	**8 658**	**7 884**	**7 807**
Total salariés	**8 122**	**8 310**	**8 160**	**9 466**	**10 236**	**10 176**	**9 364**	**9 297**
Evolution		***2%***	***-2%***	***16%***	***8%***	***-1%***	***-8%***	***-1%***

(1) Les individus sont dédoublonnés par statut au niveau du total : un individu déclaré à la fois comme cadre et/ou comme non cadre n'est compté qu'une seule fois.
(2) Les individus sont dédoublonnés au niveau du total : tout individu déclaré n'est compté qu'une seule fois.

Tableau 15 : Equivalent temps plein des contrats CDI et CDD de droit commun

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Femmes	**339**	**384**	**405**	**441**	**501**	**547**	**537**	**526**
Cadres	218	242	263	282	319	361	373	372
Non-cadres	121	142	142	159	182	187	164	154
Hommes	**442**	**496**	**491**	**540**	**603**	**657**	**639**	**657**
Cadres	321	356	363	397	445	476	472	480
Non-cadres	121	140	128	143	158	180	167	177
Total	**780**	**880**	**897**	**981**	**1 104**	**1 204**	**1 176**	**1 183**
Evolution		***13%***	***2%***	***9%***	***12%***	***9%***	***-2%***	***1%***

Tableau 16 : Effectifs CDDU par genre et catégorie

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Cadres femmes	837	853	908	1 113	1 244	1 315	1 243	1 228
Non-cadres femmes	1 920	2 045	1 997	2 488	2 823	2 833	2 567	2 602
Total CDDU femmes (2)	**2 511**	**2 636**	**2 639**	**3 278**	**3 663**	**3 738**	**3 416**	**3 447**
Cadres hommes	1 692	1 644	1 679	2 010	2 103	2 155	1 953	1 779
Non-cadres hommes	3 382	3 355	3 163	3 557	3 687	3 413	3 114	3 122
Total CDDU hommes (2)	**4 581**	**4 544**	**4 335**	**4 949**	**5 168**	**4 921**	**4 469**	**4 377**

(2) : effectif dédoublonné = une personne déclarée comme cadre et comme non-cadre n'est comptée qu'une seule fois

Les régions

Tableau 17 : effectifs depuis 2018

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ile-de-France	5 807	5 879	5 829	6 362	6 775	6 759	6 342	6 341
Nouvelle-Aquitaine	1 002	1 056	1 043	1 420	1 621	1 576	1 346	1 246
Auvergne-Rhône-Alpes	708	639	786	940	1 031	861	847	839
Occitanie	398	581	537	577	631	661	700	766
Hauts-de-France	318	268	284	400	476	397	391	281
Outre Mer	104	85	92	108	108	137	152	178
Bretagne	144	211	131	169	171	182	171	170
PACA		2	24	73	182	217	107	140
Pays de la Loire	16	17	28	33	37	63	80	83
Grand Est	19	22	30	40	32	36	49	40
Centre-Val de Loire	17	25	28	50	49	38	17	27

Tableau 18 : masse salariale (en millions d'euros) depuis 2018

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ile-de-France	133 473 k€	148 295 k€	146 924 k€	165 701 k€	207 612 k€	195 281 k€	178 081 k€	177 462 k€
Nouvelle-Aquitaine	16 771 k€	17 071 k€	16 278 k€	23 221 k€	28 000 k€	28 641 k€	22 178 k€	20 965 k€
Occitanie	6 424 k€	11 113 k€	7 782 k€	9 509 k€	12 011 k€	11 514 k€	12 779 k€	12 869 k€
Auvergne-Rhône-Alpes	9 260 k€	7 585 k€	9 959 k€	14 619 k€	15 727 k€	12 913 k€	11 717 k€	12 008 k€
Hauts-de-France	3 592 k€	3 325 k€	3 854 k€	5 522 k€	7 265 k€	5 505 k€	5 260 k€	3 821 k€
Outre Mer	1 276 k€	1 229 k€	907 k€	1 803 k€	1 665 k€	2 126 k€	2 545 k€	2 494 k€
PACA			100 k€	867 k€	2 081 k€	3 885 k€	1 797 k€	1 867 k€
Bretagne	1 084 k€	1 554 k€	945 k€	1 516 k€	1 933 k€	1 954 k€	1 681 k€	1 706 k€
Pays de la Loire	91 k€	162 k€	252 k€	240 k€	223 k€	372 k€	411 k€	611 k€
Grand Est	95 k€	158 k€	239 k€	301 k€	265 k€	497 k€	361 k€	403 k€
Centre-Val de Loire	61 k€	99 k€	172 k€	106 k€	240 k€	133 k€	111 k€	80 k€

Les départements

Tableau 19 : effectifs (au moins 100 personnes en 2025) depuis 2018

Département	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
75	4 867	5 271	5 136	5 592	6 001	5 974	5 446	5 068
16	974	1 015	992	1 278	1 458	1 427	1 195	1 084
92	826	459	506	491	510	422	695	968
93	500	366	393	497	677	631	646	848
26	490	409	506	591	629	488	525	471
31	198	231	213	270	331	411	513	465
34	200	350	325	305	302	252	191	312
59	318	268	284	400	476	397	391	281
94	183	126	152	176	146	159	186	200
74	93	135	121	154	158	173	140	182
69	132	92	150	150	188	198	187	181
97	104	85	92	108	108	137	152	178
35	137	168	119	169	171	182	171	170
33		2	14	91	121	87	120	134

Tableau 20 : masse salariale (versée à plus de 100 personnes en 2025) depuis 2018

Département	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
75	109 522 k€	132 105 k€	127 198 k€	145 349 k€	183 418 k€	172 756 k€	150 703 k€	137 946 k€
92	15 529 k€	9 905 k€	12 423 k€	11 344 k€	10 997 k€	9 608 k€	15 170 k€	21 836 k€
16	16 671 k€	16 921 k€	16 030 k€	21 526 k€	25 278 k€	26 928 k€	20 309 k€	19 397 k€
93	6 136 k€	4 657 k€	5 339 k€	6 749 k€	10 342 k€	10 197 k€	9 649 k€	15 311 k€
31	3 019 k€	3 537 k€	3 134 k€	3 610 k€	5 687 k€	7 507 k€	9 854 k€	8 115 k€
26	6 480 k€	4 426 k€	6 316 k€	9 359 k€	9 481 k€	6 167 k€	6 641 k€	5 523 k€
34	3 405 k€	7 559 k€	4 643 k€	5 898 k€	6 324 k€	4 007 k€	2 925 k€	4 753 k€
59	3 592 k€	3 325 k€	3 854 k€	5 522 k€	7 265 k€	5 505 k€	5 260 k€	3 821 k€
69	1 688 k€	1 072 k€	1 890 k€	2 470 k€	2 433 k€	3 760 k€	2 784 k€	3 287 k€
74	1 023 k€	2 018 k€	1 496 k€	1 861 k€	2 412 k€	2 769 k€	1 934 k€	2 983 k€
97	1 276 k€	1 229 k€	907 k€	1 803 k€	1 665 k€	2 126 k€	2 545 k€	2 494 k€
94	2 231 k€	1 277 k€	1 759 k€	1 978 k€	2 298 k€	2 523 k€	2 502 k€	2 116 k€
35	1 042 k€	1 289 k€	897 k€	1 516 k€	1 933 k€	1 954 k€	1 681 k€	1 706 k€
13			100 k€	867 k€	2 036 k€	3 555 k€	1 597 k€	1 423 k€
33			97 k€	1 376 k€	2 477 k€	1 364 k€	1 667 k€	1 276 k€